

le prolétaire

mensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

12 novembre au 10 décembre 82
19^e année

N° 367
3F

Face à la crise du parti : NOTRE BATAILLE POLITIQUE CONTINUE !

La parution du "prolétaire" qui momentanément a été bloquée par une grave crise interne secouant à l'échelle internationale toute notre organisation, réapparaît. Avec une périodicité mensuelle, dans un premier temps, sous une forme beaucoup plus artisanale qui reflète l'état de notre faiblesse matérielle actuelle, nous entendons poursuivre le travail en cherchant à le mener avec encore plus de vigueur et de passion.

Si le parti prolétarien se constitue avec pour ambition d'être un facteur de l'histoire, il n'en est pas moins un produit. Né de l'exigence pour la classe ouvrière de se doter d'une direction centralisée traduisant le besoin de l'unité de volonté et d'action, le parti de classe ne peut pas naître en ayant déjà développé parfaitement l'ensemble des organes nécessaires à l'accomplissement de toutes ses tâches historiques. La défense du programme communiste, la revendication de la continuité historique avec la lutte des bolchéviques et celle de la Gauche italienne au sein de l'Internationale Communiste, ne sont pas en soi des vaccins contre les erreurs de jugement ou les errements tactiques. Le parti de classe, en se donnant pour tâche de diriger la lutte concrète du prolétariat n'est donc pas immunisé PAR NATURE contre les difficultés que lui oppose la réalité. Sa capacité à agir sur le réel n'est pas une donnée de fait mais une CONQUÊTE.

Notre parti a toujours porté la plus grande attention au cours de l'impérialisme mondial. Il avait prévu, il y a une vingtaine d'années, que les années 75-80 verraient à nouveau s'ouvrir un cycle de guerres et de révolutions. Durant toute la phase de reconstruction, notre parti a essayé de se préparer pour cette échéance, malgré sa faible capacité à intervenir dans toutes les brèches qui s'ouvraient dans l'ordre bourgeois. Dès la fin des années soixante, il mettait à l'ordre du jour la nécessité de porter un poids plus important au travail pratique en liaison avec le mouvement social renaissant.

A la fin des années 70, notre optimisme militant s'est heurté à la complexité des faits historiques. A mesure que le capitalisme s'enfonçait dans la crise, le prolétariat dans les métropoles impérialistes ne se mettait pas vraiment en mouvement. A sa place, éclataient toute une série de mouvements sociaux - jeunesse, antinucléaire, de la Paix - dont nous avions bien du mal à sentir la portée réelle comme expression limitée et complexe d'une tendance à la reprise de classe. Parallèlement, dans les pays de jeune capitalisme, le prolétariat apparaissait comme composante sans autonomie propre d'un mouvement social interclassiste tumultueux.

Cette situation hautement contradictoire, dont la complexité demandait un large travail d'analyse collective reliée aux premières expériences pratiques sur le terrain, ne pouvait pas ne pas provoquer de graves secousses internes devant l'incapacité de l'ancienne direction centrale à apporter des réponses claires aux militants.

(Suite page 3)

La lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre du mouvement social au Moyen-Orient.

Les points que nous publions ci-dessous sont le résultat d'un travail qui a accompagné et en partie déterminé la crise interne dont nous parlons largement dans ce numéro du journal. Dans un premier temps nous étions arrivés à un texte d'analyse qui semblait satisfaire les exigences ressenties par tous. Après la rupture, il nous a paru indispensable de revoir ce qui avait été fait. Il en est sorti un texte complètement différent, qui dépasse les ambiguïtés présentes dans le texte primitif et qui, nous semble-t-il, éclaire l'attitude marxiste face à la question nationale au Moyen-Orient.

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient est aujourd'hui le théâtre de grandes luttes et, simultanément, y couvent les tensions qui conduiront à des luttes encore plus grandes. De l'Iran au Liban et à la Palestine de grandes masses sont en mouvement dans un cadre où s'affrontent de puissants intérêts, des intérêts profondément antagoniques sous la voile de convergences occasionnelles.

Si quelqu'un a jamais rêvé d'un affrontement social "pur" dans lequel les classes sociales - ainsi que les grandes puissances mondiales - se disposeraient comme sur un échiquier, en étant nettement partagées et délimitées entre elles, ici le prolétariat, là la bourgeoisie, chacun sous sa bannière, chacun parlant avec la voix de son "pur" intérêt de classe, eh bien, l'affrontement en cours au Moyen-Orient apporte un énième démenti : les choses ne se passent pas ainsi. "Si la réalité coïncidait avec le phénomène,

il n'y aurait pas besoin de la science", écrivait Marx et, en réalité, l'affrontement des classes - c'est à dire pour nous marxistes, des intérêts et non des couches définies par l'état civil, des qualités et non des quantités - n'apparaît que rarement à la surface de l'histoire dans toute sa pureté, mais vit presque toujours à l'intérieur de situations complexes et même à l'intérieur des sujets physiques eux-mêmes.

On peut alors avoir la même revendication formelle - égalité des droits de la femme et de l'homme, revendication d'un Etat national pour un peuple sans patrie - qui prend un sens complètement opposé s'il est avancé dans un cadre bourgeois ou dans un cadre prolétarien. L'apparence superficielle est interclassiste - bourgeois et prolétaires semblent revendiquer ensemble le même objectif -, mais la réalité profonde est celle d'une guerre mor-

telle, même au delà et en dehors et même contre la conscience des individus eux-mêmes, une guerre dans laquelle les adversaires apparemment alliés cherchent à s'assurer les meilleures positions, à se renforcer chacun l'un en face de l'autre.

Cette situation est la conséquence de l'histoire réelle du développement de la bourgeoisie, dont l'unité terdancielle a toujours été articulée par des forces antagonistes centrifuges, qui ont en définitive produit un développement économique, politique et culturel inégal dans les différentes aires et les différentes époques, développement inégal qui, comme l'a justement souligné Lénine est la véritable loi absolue du capitalisme.

Face à cette réalité il y a une erreur métaphysique aux conséquences doubles et opposées mais à la racine absolument unique. C'est l'erreur de ceux qui, voyant le capitalisme comme une réalité toujours égale dans toute les aires et dans toutes les phases, confondent la tendance centripète dominante et unifiaite avec une hypothétique caractérisation absolue, privée d'exceptions, de contre-forces, alors que ce qui est absolu c'est précisément l'affrontement permanent entre les caractéristiques dites secon-

(Suite page 4)

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX !

Une crise qui, étant donné nos dimensions, est pour nous très grave, et dont les répercussions sur toute notre organisation seront probablement décisives, vient d'éclater dans le parti. Dans un premier temps des camarades organisés autour de l'organe pour l'Algérie "El Oumami", puis un groupe de camarades en France, parmi lesquels ceux qui avaient des responsabilités de direction, et les camarades organisés autour de "Proletarier", l'organe du parti en allemand, ainsi que des camarades italiens, ont quitté l'organisation.

POURQUOI ET SUR QUELLES POSITIONS ?

Ce qui est avant tout évident, c'est une crise politique et organisationnelle ; en deuxième lieu sont apparues à la surface deux façons opposées de considérer les contradictions sociales et l'intervention dans ces mêmes contradictions.

La crise politique et organisationnelle concerne toute l'organisation. Elle s'est traduite de la façon la plus claire par une activité décentralisée et localiste, couverte seulement en apparence par une centralisation de façade. Ce problème avait déjà été mis en évidence : une véritable centralisation, surtout sur le plan international - précisément à cause de la différence des situations nationales - ne peut pas se fonder uniquement sur une orientation théorique et programmatique. Elle exige la formulation de lignes politiques et tactiques précises, articulées en fonction des différentes situations nationales et des différents secteurs d'activité. Et ceci, bien que l'exigence en ait été clairement ressentie par chacun, nous n'avons pas réussi à le faire. C'est pour cette raison que les différents groupes homogènes de camarades ne sont pas devenus des sections de parti au vrai sens du terme, mais sont restés des "groupes", même si c'était au niveau national (étant donné l'exiguïté des forces, concentrées dans certains pays en un ou deux points), comme cela a été le cas pour "El Oumami" et "Proletarier" ou, au niveau de la

fragmentation dans le cadre national, comme en France ou en Italie.

Dans cette situation, sous la reconnaissance formelle de la centralisation, il y a eu, et il ne pouvait en être autrement, un comportement hétérogène, et même d'autant plus hétérogène, que les contradictions et les luttes sociales se manifestent avec des intensités différentes. Il suffit de penser aux tâches et aux réponses politiques devant lesquelles se trouvent aujourd'hui, à la différence des autres, les militants communistes arabes. Et il est clair que le problème d'une organisation communiste unique est de fournir des instruments et des tâches communes à toutes ses composantes, même si elle identifie une situation locale particulière comme étant la plus significative et la plus instructive pour toute l'organisation.

Nous pourrions dire à ce propos que, de même que les années passées nous avons salué comme des éléments de rupture du statu quo les mouvements des "barbares" qui menaient des luttes nationales et anticoloniales frappant à la porte du prolétariat des métropoles impérialistes, de même au cours de ces dernières années se présentaient à notre porte, grâce aussi à notre travail politique, des camarades qui allaient au-delà

(Suite page 3)

POLOGNE :

* Pour la liberté
d'organisation
prolétarienne

* Pour la libération des
prisonniers politiques

La riposte à la loi supprimant Solidarnosc a montré la vitalité du mouvement prolétarien en Pologne, malgré les coups qu'il a reçus. Le chantier Lénine de Gdansk, une fois encore, s'est porté à l'avant-garde du mouvement, montrant par là le rôle décisif de la classe ouvrière qui surprit la direction de Solidarnosc elle-même.

Les deux revendications avancées par le mouvement prolétarien en Pologne qui le relie à tout le prolétariat international sont : la liberté syndicale et la liberté pour tous ceux qui osèrent lutter contre le régime et sont aujourd'hui emprisonnés.

La nécessité pour les ouvriers de lutter contre la mesure prise par le gouvernement en supprimant Solidarnosc et en lui substituant des syndicats fantoches, dépasse largement tous les jugements que nous ou les ouvriers polonais eux-mêmes peuvent faire à la politique de Solidarnosc. Cette nécessité est une condition pour pouvoir continuer la lutte et assurer l'existence même des organisations.

Cette lutte est non seulement la condition de la défense ouvrière contre l'exploitation, elle est

(Suite page 3)

LETTRE AUX LECTEURS

Comme vous avez pu le constater la parution du Prolétaire a été malheureusement interrompue. La suspension provisoire du Prolétaire (qui reparait selon une périodicité au départ mensuelle) s'explique par une très grave crise qui a éclaté à l'intérieur du PCI et qui a secoué toute notre organisation internationale.

Le détonateur de cette crise a été la sauvage agression que le sionisme a mené contre les masses palestino-libanaises avec la complicité de tous les impérialismes, français, européens, US et russe. Cette crise est apparue au grand jour en France avec la parution du n° 27 d'El-Oumami publié sous la responsabilité des ex-camarades responsables du secteur algérien. Dans ce numéro d'El-Oumami, qui était en réalité une OPERATION DE RUPTURE avec le PCI entreprise par ces ex-camarades, le lecteur peut découvrir des affirmations hâtives pour le moins surprenantes (affirmations présentées par la suite par El-Oumami comme des vérités révélées que le PCI, par soi-disant "incapacité" à se situer activement dans une véritable lutte et action politique, aurait ignorées) comme l'existence, indépendamment du facteur national palestinien, d'un "facteur national arabe", comme la possibilité, suggérée de manière totalement confuse et imprécise (ce qui ouvre la voie à toute forme d'interprétation opportuniste ou à tout le moins loufoque et irréflective) de "guerres nationales progressistes" au Proche-Orient.

Nous reconnaissons, aussi bien dans l'article de fond inclu dans ce numéro du Prolétaire que dans la brochure Palestine vaincra publiée par le Parti, l'existence d'un SENTIMENT ARABE bien réel et vivace parmi les masses. Il est indéniable qu'au départ la lutte des masses arabes prend et prendra appui sur ce sentiment, mais cela ne peut absolument pas signifier qu'il y ait aujourd'hui à l'ordre du jour une lutte d'émancipation nationale arabe dans les différents Etats de la région.

De même, en ce qui concerne la possibilité de "guerres nationales progressistes", il faut faire une analyse sérieuse et approfondie de la nature des Etats en place et des rapports de forces — ce qui n'est pas le cas d'El-Oumami — DU POINT DE VUE D'UNE POSSIBILITE DE RUPTURE DU STATU QUO IMPERIALISTE ET REACTIONNAIRE ouvrant la voie à une lutte de masses INDEPENDANTE par rapport à toutes les forces étatiques bourgeoises et réactionnaires de la région.

Il faut cependant comprendre que le n° 27 d'El-Oumami s'explique par une REACTION (au fond parfaitement SAINE) à l'absence jusqu'à présent d'une PERSPECTIVE POLITIQUE ET PROGRAMMATIQUE claire de notre organisation sur la question du Proche-Orient, et à l'absence d'une véritable coordination et homogénéité de notre presse internationale, ce qui a malheureusement entraîné des prises de position INSUFFISANTES pouvant objectivement prêter le flanc à des positions erronées.

Mais si la réaction des camarades de la rédaction d'El-Oumami et du secteur algérien est PARFAITEMENT LEGITIME ET JUSTIFIEE, par contre la démarche utilisée pour surmonter ces difficultés est elle-même totalement erronée, désorganisatrice et catastrophique. En effet, les "affirmations" nouvelles introduites par El-Oumami n°27, le sont hâtivement, sans aucune clarification politique et explication préalable APPROFONDIE au sein de notre organisation (notamment en France) et ont conduit en définitive leurs auteurs à une fuite en avant. En réalité de telles affirmations ne constituent au mieux qu'une VOLTE-FACE qui n'efface et ne dépasse en rien le caractère trop général et donc imprécis de notre analyse de Parti, pas plus que les positions erronées secrétées par cette insuffisance collective.

Il convient de reconnaître que ces problèmes posés et exprimés d'une manière aussi IMMATURE ont eu malheureusement de graves effets DESORGANISATEURS.

Toutefois nous refusons de remplacer par des volte-faces précipitées et confuses suggérant (presque honteusement) les interprétations les plus saugrenues (dans la meilleure des hypothèses), LA NECESSAIRE ANALYSE CONCRETE ET POLITIQUE D'UNE SITUATION CONCRETE EN VUE DE DETERMINER A LA LUMIERE DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE LA NATURE REELLE DES ANTAGONISMES A L'ŒUVRE, L'ALIGNEMENT REEL DES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES EN PRESENCE, EN DEHORS DE TOUT

INDIFFERENTISME PASSIF ET EN DEFINITIVE APOLITIQUE, ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE ET LES TACHES POLITIQUES QUI SONT LES NOTRES aussi bien ici (face à l'impérialisme français) qu'en Palestine (face au sionisme, aux manœuvres des Etats impérialistes et à la complicité des bourgeoisies arabes).

C'est pourquoi nous sommes décidés, malgré les insuffisances voire les oscillations que nous avons pu avoir dans ce domaine, à préciser notre position sans tomber dans le piège facile qui consiste à se gargariser de reproches en dernière analyse à caractère moral pour justifier des retournements ouvrant la voie à des flottements autrement plus catastrophiques. C'est là la CONDITION nécessaire, mais non suffisante, pour tracer une analyse concrète et des perspectives politiques de lutte capables d'orienter notre activité et LES APPLIQUER REELLEMENT dans une PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE. Le reproche moralisant, aussi justifié soit-il ne saurait être une ligne de conduite satisfaisante, tout au plus, soit une ERREUR et une incapacité politique à redresser politiquement des positions insuffisantes, soit un PRETEXTE préparant des volte-faces d'envergure.

Pour leur part toutes les forces du PCI sont résolues à mener jusqu'au bout et sans complaisance un travail complet de clarification et d'homogénéisation sur ces questions. Les résultats de ce travail déjà engagé à l'échelle internationale seront publiés dans notre journal italien et également dans notre organe le Prolétaire.

*
* *

Mais la crise provoquée par les événements du Liban renvoie en fait à des problèmes plus graves et plus profonds encore. En sortant du PCI, le secteur algérien a entraîné par CASCADES SUCCESSIVES le départ d'autres camarades qui ne semblent se regrouper au départ que sur un point: ils reprochent au PCI son "incapacité" à sortir de la pure affirmation du programme historique de la révolution communiste pour se situer comme véritable organisation d'action révolutionnaire dans la lutte de classe. Notre parti a toujours pleinement reconnu et clairement revendiqué cette juste exigence. Celle-ci est d'autant plus URGENTE, que face à la crise internationale du capitalisme, aux préparatifs impérialistes de guerre, à l'offensive des forces impérialistes, bourgeoises et réactionnaires, épaulées (à des degrés divers et d'une manière différenciée) par les forces opportunistes qui s'appuient sur le terrible travail de la contre-révolution stalinienne, le prolétariat et les masses exploitées du monde entier sont poussés, au départ, à brandir l'étendard de la révolution et de la lutte dans les plus mauvaises conditions. Nous avons toujours cherché à nous SITUER RESOLUMENT dans TOUS LES EPISODES de la lutte de classes (aussi impure soit-elle dans ses manifestations originelles), aux côtés des masses combattantes avec l'ambition et la volonté politique de les influencer, de les organiser et de les diriger sur le chemin de la victoire révolutionnaire.

Les camarades qui sont sortis du PCI, à la suite du départ du secteur El-Oumami, ont aussi rappelé ces exigences. L'ennui c'est que, pour la plupart, ces camarades, en France comme ailleurs, assumaient précisément des responsabilités dirigeantes dans notre organisation internationale et étaient donc censés être en POSITION pour mener le travail et la lutte politique nécessaire pour développer et réaliser la constitution d'une organisation d'action révolutionnaire, ce qu'ils prétendent faire en dehors de nous.

C'est pourquoi "l'inertie originelle et structurelle" que ces camarades reprochent au PCI apparaît en réalité comme l'expression moralisante et métaphysique de leur propre incapacité à maîtriser politiquement et à surmonter politiquement tous les obstacles objectifs et subjectifs qui se dressent sur la voie de la constitution d'un VERITABLE PARTI D'ACTION REVOLUTIONNAIRE, du parti compact et puissant DIRIGEANT la révolution prolétarienne internationale (voir Programme communiste n° 76).

Qu'on nous comprenne bien, nous ne critiquons pas les camarades sortants parce qu'ils ont échoué dans leur responsabilité dirigeante, mais bien par-

ce qu'ils ont précipitamment "quitté" (le mot rupture sous-entendant l'existence d'une bataille politique claire, ce qui n'est pas le cas) le PCI sans même avoir mené préalablement une lutte politique dont leur départ aurait été l'aboutissement hautement affirmé et revendiqué. Nous refusons leurs reproches moralisateurs parce que, précisément par leur DEMISSION (et il ne s'agit même pas de remettre en cause "leur bonne volonté" pour parler comme eux) ils n'ont pas politiquement prouvé la justesse de leurs affirmations qui restent donc creuses et inconsistantes.

Est-il besoin de rappeler que dans une situation où se dressaient des exigences autrement plus URGENTES, Lénine, pour redresser les flottements et les erreurs de la direction en Russie du parti bolchevik avait en imposant les THESES D'AVRIL ET LA PERSPECTIVE DU DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE contre les tendances au soutien du gouvernement provisoire exprimées par Kamenev et Staline, mené une bataille politique RESOLUE et INTRANSIGEANTE sans démissionner de ses responsabilités politiques? Est-il besoin de rappeler que pour imposer l'organisation de l'insurrection armée en octobre 17 il avait menacé de redevenir simple militant de base pour mener la LUTTE POLITIQUE dans son organisation, quel qu'en soient les conséquences organisationnelles, et même pour PREPARER POLITIQUEMENT la rupture ORGANISATIVE CLAIRE, DONC EFFICACE, d'avec son Parti si la situation devait l'exiger?

Les camarades et lecteurs comprendront l'ampleur de la crise qui a secoué le PCI et qui impose un IMMENSE travail de clarification politique interne qui n'est pas encore, loin de là, achevé. Le travail de clarification concerne le mouvement prolétarien dans son ensemble et c'est pourquoi nous en rendrons publics les résultats comme un des aspects de notre volonté de contribuer DES MAINTENANT, quelles que soient les difficultés, à la reprise et à l'intensification de la lutte de classe révolutionnaire. Non seulement parce qu'aujourd'hui notre mouvement est le seul qui a survécu, par son travail de restauration et de défense de la théorie et du programme de la Révolution Communiste Mondiale, mais aussi parce que nous sommes fermement décidés à lutter et à agir pour ACTIVER TOUTES les tentatives de reprise et d'approfondissement du combat prolétarien. L'enjeu est trop important pour que nous renoncions à assumer, en communistes révolutionnaires dignes de ce nom, toutes nos responsabilités pour construire une organisation d'action révolutionnaire capable d'agir dans tous les épisodes, aussi divers et multiformes soient-ils, de la lutte des classes, aux côtés des masses ouvrières et exploitées pour contribuer à unifier leur énergie combattante et à les doter d'une direction solide; une organisation capable de lutter efficacement pour unifier les éléments les plus avancés au sein des différentes avant-gardes que suscitent la lutte sur la voie de la construction du PARTI COMPACT ET PUIS-SANT DE DEMAIN.

Tel est plus que jamais, notre objectif, car en surmontant POLITIQUEMENT les difficultés présentes nous nous armerons pour surmonter à l'avenir des difficultés encore plus grandes. Une des caractéristiques du parti d'action révolutionnaire n'est pas d'éviter les obstacles objectifs et subjectifs mais de les dépasser par son expérience politique. Pour avancer sur ce difficile chemin nous aurons besoin de l'aide de nos lecteurs et sympathisants afin que, par leur courrier, ils nous permettent de préciser les insuffisances des perspecti-

ves pratiques et politiques que nous avançons dans le Prolétaire comme dans les tracts et les interventions des sections du PCI, afin qu'ils contribuent à diffuser autour d'eux nos perspectives de lutte; et afin qu'ils soutiennent le combat militant du PCI pour concrétiser dans l'action et l'activité le programme politique internationaliste et international de la révolution communiste émancipatrice. ●

BENKHALLAT et ses camarades sont libérés!

Nous avons reçu l'information que tous nos camarades emprisonnés à Bldja pour lesquels nous avons lancé la souscription "Solidarité Algérie" ont été récemment libérés à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance. A cela ont cependant contribué aussi les actions de pression exercées par la campagne de solidarité avec tous les prisonniers politiques algériens, développée en particulier en France à travers le comité RIPRA, et le soutien de notre parti, campagne qui a eu aussi un certain écho en Algérie même, en particulier à travers le périodique "El-Oumami". ●

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE

Editions Programme
12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

NOTRE NOUVELLE BROCHURE EN ITALIEN

NON PACIFISMO Antimilitarismo di Classe!



il programma comunista
Organo del Partito Comunista Internazionale

● Souscription exceptionnelle

La crise, qui a éclaté dans le parti et les départs qu'elle a entraînés, a d'inévitables répercussions financières. Nous faisons appel à nos lecteurs, contacts et sympathisants pour nous aider à traverser cette situation difficile.

Face à la crise ...

(Suite de la page 1)

Le juste besoin d'exprimer une véritable solidarité internationale envers les puissants mouvements de la périphérie - Maghreb, Pologne, Palestine entre autres - conduit, avec une rage impatiente dictée par un esprit militant sur lequel nous ne cracherons pas, l'ancienne direction sortante en France et en Allemagne à éluder les difficiles questions nées sur le terrain du travail élémentaire de l'organisation prolétarienne au profit du développement d'une activité, peu encadrée politiquement, en direction de "tout ce qui bougeait" sans en définir préalablement les objectifs. La traduction dans les faits d'une véritable solidarité active avec la lutte des masses libano-palestiniennes à la fin de cet été et les positions plus qu'ambiguës prises non seulement dans le journal mais sur le terrain, firent éclater une crise qui mûrissait depuis plusieurs mois déjà. Concrètement, cela c'est traduit par l'effondrement organisationnel du centre international et la disparition de l'ancienne rédaction du "prolétaire", par le départ de tous les responsables centraux en France. Parallèlement, le noyau de militants autour d'El-Oumami et les camarades en Allemagne rompaient avec le parti. Dans un certain nombre d'autres pays, l'organisation du Parti continue.

Le départ de l'ancienne direction constitue bien la fin d'une période et l'ouverture d'une autre qui doit déboucher sur un renforcement de notre capacité d'intervention théorique, politique et pratique dans le mouvement social réel.

L'élaboration d'un véritable plan tactique, non seulement sur le terrain syndical des luttes économiques mais aussi sur celui éminemment complexe des luttes sociales et politiques EST la tâche à laquelle nous entendons nous atteler dès maintenant, en commençant par tirer un bilan POLITIQUE de tout le travail de ces dix dernières années.

Il est évident que durant tout ce travail de clarification politique et de bilan, nous refusons tout repli sur nous-mêmes et que nous entendons mener à bien toutes les tâches révolutionnaires qui sont les nôtres. Dans l'immédiat, et cela en continuité avec toutes nos tâches d'organisation élémentaire des prolétaires dans la perspective de la reconstitution d'organes de défense classiste, nous entendons développer des campagnes de solidarité en faveur des prolétaires polonais, des masses libano-palestiniennes, et de dénonciation de l'austérité et de la répression en Europe, non seulement en terme de propagande mais aussi en terme d'ACTION.

LISEZ ET DIFFUSEZ

Le manifeste international du parti

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste

Série le prolétaire. 76 pages prix : 6 Fz

il programma comunista N° 20

* Meglio meno, ma meglio. * Polonia. Anche le mani dell'imperialismo italiano sul Libano. * Organizzare il malcontento operaio. * Le questioni poste della crisi nel nostro partito nel rapporto del centro italiano alla riunione di Milano del 17 ottobre 1982. * La lotta nazionale della classe palestinesi nel quadro del movimento sociale in Medio Oriente. * Falchi e colombe di Israele. * Le posizioni dei compagni che lasciano l'organizzazione. * Olimpiadi mondiali dell'austerità. * L'indifferenza verso la lotta delle masse palestinesi spacciata per internazionalismo. * Una manifestazione di protesta di occupanti IACP a Milano. * Trapasso "indolore" in Bolivia.

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX !

(Suite de la page 1)

du cadre bourgeois révolutionnaire, en nous demandant non seulement solidarité, orientation et bilan théorique, mais aussi directives politiques et organisation, c'est-à-dire des lignes à suivre, c'est-à-dire l'application pratique de cette orientation et de ce bilan historique.

Nous nous sommes trouvés impréparés à encadrer ces nouvelles forces et à répondre à leurs exigences et il est parfaitement clair que si nous ne réussissons pas à résoudre ce problème, nous ne pourrions pas nous mettre à la hauteur de la constitution d'une véritable organisation communiste révolutionnaire.

Cette crise politique et organisationnelle est donc la conséquence d'une indétermination politique qu'on a prétendu accompagner d'une détermination organisationnelle. Les deux choses ne pouvaient pas coexister et cela s'est traduit surtout là où cette contradiction est la plus criante, en France, où la direction "politique", non aidée par l'organisation "italienne", avait agi en faisant largement usage de moyens organisationnels et exhortatifs, au lieu d'affronter les questions politiques que la situation imposait. De ce point de vue il n'est pas étonnant que précisément ceux qui organisaient le travail soient passés d'une conception qui faisait du "militantisme" l'élément discriminant dans l'activité du parti à une position d'autoliquidation.

Cette autoliquidation et la prétention incroyable de liquider toute l'organisation - liquidation d'où devrait sortir un nouveau parti qui ne se reconstruirait en rien dans l'activité précédente - sont l'expression de la faillite d'une méthode de travail et de l'incapacité de contribuer à remplir les tâches indispensables pour donner vie à une organisation de lutte militante capable de répondre aux exigences théoriques, politiques et pratiques que les contradictions sociales imposent aux marxistes.

A côté de cet aspect, il y en a un second, lui aussi lié au caractère in-

déterminé des lignes tactiques: le développement de deux conceptions différentes de l'activité à mener au contact de la classe ouvrière et des mouvements de lutte sociale qu'expriment dès aujourd'hui les contradictions de la réalité sociale. De ce point de vue la question palestinienne, qui a eu tant de poids dans la crise interne, n'est qu'un des problèmes qui apparaissent.

Le problème se pose dans ces termes: comment le parti communiste marxiste intervient-il dans des mouvements qui, nécessairement, n'ont pas un caractère prolétarien pur (que l'on pense précisément à la revendication nationale palestinienne) ou qui avancent des revendications limitées et sans donc pouvoir dépasser le cadre contingent dominé par les forces bourgeoises ou opportunistes ou collaborationnistes? Comment intervenir dans le cas encore plus fréquent de mouvements qui préfigurent de nouvelles idéologies inadéquates ou même opportunistes? Si, comme cela est évident pour tous, le parti intervient dans tous ces phénomènes, de quelle façon son activité peut-elle déjà se manifester dans le sens actif d'une contribution à l'évolution des mouvements vers leur expression la plus avancée et vers leur dépassement?

Tel est le problème pratique, dans toute sa dimension réelle, un problème qui exige non seulement la définition historique, mais aussi l'analyse de la situation et des mouvements en cours, pour y appliquer l'action du parti éclairé par le marxisme.

Ce sont là des questions que nous entendons traiter de façon plus ample que par le passé dans notre presse, en mettant nos lecteurs devant les problèmes qui se posent à l'activité du parti. Nous nous limitons pour l'instant à noter que sur ce plan apparaissent traditionnellement deux erreurs convergentes (voir aussi dans ce numéro l'introduction au texte sur la lutte palestinienne). La première est d'ignorer dans la pratique, les mouvements réels, dans la mesure où ils ne sont pas assez mûrs, et de se limiter à en donner une explica-

tion dans une perspective de maturation des luttes qui est évoquée en termes propagandistes. La deuxième consiste, au delà des hommages formels à la théorie marxiste et aux expressions de luttes futures plus radicales et concernant tout le prolétariat, à ne voir que le mouvement en cours, auquel en pratique on s'abandonne.

Ce sont deux tendances qui partent d'un vice théorique originel commun, qui se conditionnent l'un et l'autre, en donnant à l'activité d'une même organisation le caractère dualiste de l'opposition entre "activisme" et "académisme". C'est dans cette fausse opposition qu'on a débattu et qu'on débat encore en partie de l'histoire de notre organisation.

Les camarades qui sont sortis de l'organisation en prenant la responsabilité de la "liquidation" partagent une orientation (comme les faits, nous en sommes convaincus, se chargeront de le montrer) du second type, c'est-à-dire mouvementiste, certainement déterminée aussi par la persistance dans notre parti de la tendance formellement opposée mais analogue dans sa racine métaphysique. Néanmoins, cette orientation ne peut pas ne pas être considérée comme étant fatale pour l'action correcte d'un parti qui n'est révolutionnaire que dans la mesure où il agit selon une ligne révolutionnaire, sans concessions aux suggestions du moment.

Qu'il soit bien clair que nous ne nous reconnaissons pas dans la tendance qui au nom des tâches futures n'est pas capable de reconnaître celles que la situation aujourd'hui nous impose de remplir, dans une indépendance totale de ligne tactique et d'organisation. C'est dans ce travail "pratique" que se construit - parce qu'il se construit toujours - le parti de la révolution.

Ceux qui ne se reconnaissent pas dans ce travail ont mille raisons de nous quitter, afin que, même si nous restons peu nombreux, nous continuions le travail entrepris. Mieux vaut moins, mais mieux.

POLOGNE :

(Suite de la page 1)

aussi la condition de la lutte pour l'émancipation prolétarienne. Ces deux questions étant étroitement liées. Celui qui renonce aujourd'hui, sous le prétexte de l'insuffisance des perspectives politiques ou de l'opportunisme des dirigeants de Solidarnosc, à la lutte de défense de l'organisation née du mouvement de luttes prolétariennes, renonce aussi à la lutte pour aller plus en avant vers la lutte, plus vaste, plus radicale, pour le pouvoir prolétarien.

La lutte pour la liberté d'organisation prolétarienne doit s'accompagner de la lutte pour la liberté de tous les ouvriers arrêtés, ainsi que de tous ceux qui, avec eux, ont combattu le régime et ont été frappés par lui. Pour le mouvement prolétarien en Pologne, ces deux revendications sont donc la condition pour avancer et dépasser la situation précédente.

Pour nous il est clair que les coups portés par le régime, de sa militarisation jusqu'à la suppression du travail forcé, ont été rendus possibles par la faiblesse politique de Solidarnosc et celle de la solidarité internationale du prolétariat. Dès lors, l'appui immédiat que nous, prolétaires d'Occident, devons donner consiste par-dessus tout à faire nôtres ces deux revendications fondamentales, en les agitant dans les mouvements de solidarité avec la lutte de nos frères polonais, en les défendant partout où cela est possible, en montrant qu'elles ne sont pas la "propriété" exclusive des démocrates et de tous ceux qui sont solidaires au nom de la concorde nationale.

En fait, en Occident, il peut sembler que de telles revendications sont conciliables avec les forces de conservation sociale et de collaboration de classe, qui chantent si souvent la liberté

en général et la liberté d'organisation, tout en frappant les prolétaires d'avant-garde ainsi que tout ceux qui luttent avec conséquence, tout en combattant de mille manières les formes spontanées d'organisation prolétarienne.

Il n'en est rien: un mouvement qui fait siennes les revendications des prolétaires polonais ne peut pas ne pas trouver contre lui les bourgeois et les conciliateurs ouvriers chez nous.

Parce que la lutte pour la liberté d'organisation prolétarienne, conduite jusqu'au bout, ne peut pas ne pas avoir contre elle tous les Krasucki, Maire, Bergeron et consorts, qui se vantent d'être les amis de la liberté syndicale en Pologne, comme le font d'ailleurs les capitalistes. Déjà, avait résonné spontanément, durant la grande grève de Fiat d'il y a deux ans, le mot d'ordre de "Gdansk, Gdansk!". Ce mot d'ordre résonnait contre les conciliateurs.

Pour toutes ces raisons, la route que devra parcourir le mouvement prolétarien pour la reconstitution de ses organes de lutte immédiate est claire.

Cette route passe par la dénonciation de tous les faux amis des prolétaires polonais, par la constitution d'une solidarité ouvrière active et par la reprise de la lutte de classe ici même.

Lecteur, camarade !

Fais connaître autour de toi notre brochure en polonais

**W POLSCE TAK SAMO
WALKA KLASY
ROBOTNICZEJ**

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton 75012 Paris

Versements :

chèque bancaire
ou chèque postal à l'ordre du
" prolétaire "

Directeur-gérant : SARO
Imprimerie " Editions Polyglottes "
232, rue de Charenton 75012 Paris
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse 52926 .

AFFICHE DU PROLETAIRE:
Commandez la, diffusez la!

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

POLOGNE: POUR UNE SOLIDARITE OUVRIERE ACTIVE ET INTERNATIONALE !

PROLETAIRES, CAMARADES,

- Un an après le coup de force de Jaruzelski instituant l'état d'exception, la Diète interdit Solidarnosc et toute organisation ouvrière indépendante! Réprimés par les Zamos, menacés par les armées de l'Est, pressurés par les banques de l'Ouest, les ouvriers polonais ne désarment pas:
 - A Gdansk, à Wrocław, à Nowa Huta, à Varsovie, les ouvriers ripostent par la grève et descendent dans la rue!
 - Malgré les milliers de militants en prison, les ouvriers s'organisent dans la clandestinité!
- Le succès de leurs luttes ne dépend pas seulement de leur courage, il dépend aussi de l'existence d'une REELLE ET ACTIVE SOLIDARITE INTERNATIONALE DE CLASSE.
- Cette solidarité de classe doit se construire en toute indépendance de ceux dont la "solidarité" cache:
 - La complicité de tous les Etats bourgeois démocratiques de l'Ouest ou des soi-disant Etats socialistes de l'Est!
 - L'hypocrisie des réformistes et de leurs syndicats qui "saluent" la lutte des ouvriers polonais, mais appellent ici les prolétaires au calme, à la rigueur et aux sacrifices!
- Cette solidarité de classe doit défendre les revendications de nos frères polonais:
 - Libération de tous les emprisonnés!
 - Non à l'état d'exception et à la militarisation du travail!
 - Non à l'interdiction de Solidarnosc!
 - Droit d'organisation, de réunion, de presse et d'expression pour la classe ouvrière!
- Cette solidarité de classe doit prendre forme:
 - En construisant des liens organisationnels et d'entraide matérielle avec les ouvriers polonais!
 - En réactivant la lutte de classe contre nos propres patrons, contre notre propre Etat (de gauche ou de droite) et en affaiblissant ainsi ses menées impérialistes!

La lutte nationale des masses du mouvement social

(Suite de la page 1)

daires, modelées, elles aussi dans leur spécificité, par la caractéristique principale et par sa contradiction, qui produit la société capitaliste vivante et concrète dont les communistes sont appelés à être les fossoyeurs.

Cette erreur théorique mène à deux erreurs pratiques possibles, malheureusement présentes aussi dans notre histoire de parti. Certains voient dans les affrontements de la société actuelle toujours et uniquement des affrontements interbourgeois car il est vrai que de chaque côté de toute barricade actuelle sont toujours présentes des forces bourgeoises et que jamais la REALITE de l'affrontement des classes n'atteint la surface de la réalité, qui est la seule accessible aux partisans du purisme attentiste. D'autres, qui partagent avec les premiers la même vision de la réalité voient de façon stalinienne le processus social comme un ensemble d'éléments pré-capitalistes à liquider, de tâches démocratiques bourgeoises à mener jusqu'au bout, d'éléments bourgeois radicaux à approcher, d'inconséquences bourgeoises à dénoncer, jusqu'à ce que, un jour, c'est à dire en fait jamais, à la lumière

du développement réel des sociétés bourgeoises, quand toute tâche démocratique bourgeoise sera remplie, il y aura enfin l'affrontement PUR tant attendu.

Il n'y a donc pas de différence énorme entre cette dernière conception, qui est typique des partis staliniens ou des éléments conciliateurs entre bourgeoisie et prolétariat, et la conception des puristes attentistes qui se réservent pour le grand jour. Tous deux nient qu'il y ait AUJOURD'HUI quelque chose à faire pour les communistes, tous deux remettent les prolétaires d'aujourd'hui avec leur potentiel de lutte pour la révolution d'aujourd'hui aux bourgeois, tous deux nient que la LUTTE pour la révolution communiste soit une tâche d'aujourd'hui, tous deux capitulent face au mouvement social d'aujourd'hui, les uns en jetant l'éponge, les autres en acceptant d'être les hommes du mouvement tel qu'il apparaît, mais non tel qu'il est, privé des contradictions internes entre intérêts bourgeois et intérêts prolétaires et donc, étant donné les rapports de force, soumis à la direction bourgeoise.

Le point de vue marxiste que nous essayons au contraire péniblement de

défendre, contre d'énormes difficultés et d'erreurs objectives, est d'entrer dans CHAQUE mouvement social pour reconnaître sur le terrain des affrontements et des revendications d'aujourd'hui, et non sur d'hypothétiques revendications "pures" de demain, où est l'intérêt (dans un sens non purement contingent) prolétarien et où est contraire l'intérêt bourgeois; pour organiser les prolétaires, avec le degré de conscience qu'ils ont aujourd'hui, autour de leurs intérêts dans les revendications d'aujourd'hui, de façon que la force acquise avec la lutte d'aujourd'hui permette une polarisation croissante des classes et l'amélioration du rapport des forces également sur les autres fronts

Sur la base de cette attitude nous présentons quelques points qui n'épuisent certes pas tous les aspects de la question, sur la situation de la lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre plus général du Moyen-Orient. Nous aborderons cette lutte nationale NON PAS comme la conséquence d'une révolution bourgeoise à achever, mais comme la conséquence d'un facteur national interne à une situation caractérisée par un ca-

pitalisme DEJA REALISE, dans lequel donc il n'y a plus de tâches sociales communes aux bourgeois et aux prolétaires, mais où les bourgeois arabes, opposés aux bourgeois non-arabes dans le cadre de l'impérialisme mondial, posent la revendication de l'Etat national palestinien qui correspond, comme nous le verrons, aussi aux intérêts actuels des prolétaires palestiniens et arabes et qui est pour eux un point nécessaire de passage dans leur chemin vers la révolution communiste. Nous avons donc deux forces qui sont objectivement des ennemies mortelles et qui sont obligées aujourd'hui de tirer ensemble contre un ennemi extérieur commun. C'est précisément sur le terrain de cette lutte commune d'aujourd'hui que les prolétaires palestiniens et arabes peuvent acquérir la force et la conscience de cette force pour se dresser contre leurs alliés apparents - mais, en réalité, déjà leurs ennemis - d'aujourd'hui.

Cette tâche historique, mise à l'ordre du jour par les faits et non par l'utopie de quelques uns, soulève des problèmes de tactiques gigantesques. C'est cela que nous essaierons d'étudier dans les points qui suivent.

* * * * *

1. Le Moyen-Orient est aujourd'hui le théâtre de luttes sociales gigantesques, dont la lutte des Palestiniens est la pointe la plus avancée. Le facteur national est le terrain sur lequel actuellement se manifeste la rupture profonde provoquée par de profondes tensions sociales, mais déjà dans les ruptures en cours il est possible d'entrevoir le lien qui relie ce facteur à tous les autres éléments constitutifs de l'affrontement de classe.

Le développement du capitalisme au Moyen-Orient a conduit à une situation caractérisée par des contradictions qui empêchent toute solution stable et qui font de cette aire "l'anneau le plus faible" de l'ordre bourgeois mondial, et donc un candidat possible pour un développement révolutionnaire du prolétariat pas trop éloigné dans le temps.

2. L'aire du Moyen-Orient est caractérisée du fait de son développement historique passé, par la présence d'éléments centrifuges et centripètes mais aucun de ces éléments n'a réussi pour l'instant à prévaloir de façon stable sur les autres. Les traditions commerciales de cette aire qui constitue depuis des siècles un lien entre des continents, et ses vicissitudes politiques ont créé un réseau de rapports tellement étroits que l'on parle la même langue de l'Atlantique au Golfe Persique, et ce fait est à la base d'un "sentiment national pan-arabe", beaucoup plus fort par exemple qu'un sentiment national pan-européen, sentiment panarabe qui aurait pu et pourrait devenir l'élément constitutif d'une "nation arabe".

Cette unité linguistique ne s'est cependant jamais traduite en une unité politique, celle-ci n'ayant jamais été à l'époque moderne, imposée que de l'extérieur (empire turc). Elle alimente le "besoin d'unité politique" qui est à la base du panarabisme - courant qui ne réussit jamais à prévaloir, mais qui ne peut pas non plus être entièrement éliminé. La persistance de cette exigence d'unité, avec parallèlement l'impuissance à la réaliser, traduit, d'une part, la contradiction d'un peuple comprenant beaucoup de commerçants et peu de paysans (voir l'exemple opposé de l'Egypte, doté d'une stabilité d'Etat notable et caractérisé par une vaste paysannerie), exposé donc à des poussées simultanément unifiantes et dissolvantes du marché et, d'autre part, le morcellement du "Croissant fertile", autrefois possession ottomane, puis condominium franco-britannique (mais avec une nette supériorité de Londres sur Paris), en une mosaïque d'entités étatiques calquées sur la carte de l'ordre semi-colonial de la région au terme de la première guerre mondiale, et dont les intérêts désormais consolidés entrent continuellement en collision, faisant de cette "nation arabe" un consortium de frères ennemis incapables de devenir définitivement frères ou bien définitivement ennemis, et rendant improbable une unification politique de la région sinon à travers la domination militaire (dont il manque cependant aujourd'hui les conditions) de tel ou tel Etat jouant le rôle de "Prusse du Moyen-Orient".

L'absence d'unité politique a à son tour poussé les différents impérialismes à se disputer la région comme terrain de chasse, tandis que le panarabisme, jamais définitivement vaincu, rendait instable toute solution qui réussissait provisoirement à s'instaurer.

3. Durant les 35 dernières années, on a assisté au Moyen-Orient à deux développements, à l'origine convergents mais lourds de potentialités conflictuelles : le développement du capitalisme (resté au stade embryonnaire avant la première guerre mondiale) sous l'influence des Etats-Unis, et la fondation de l'Etat d'Israël.

Comme dans d'autres aires également (y compris l'Europe et le Japon), l'hégémonie des USA et la libre circulation des capitaux sous son égide ont produit au Moyen-Orient un développement capitaliste rapide et impétueux, qui a privé les formes de la vieille société féodale, théocratique et arriérée, de son contenu originel, en faisant d'elles, dans le cadre d'une synthèse absolument spécifique, les soutiens de l'ordre bourgeois actuel. De même que dans les métropoles, l'Eglise, la famille ou la mafia ne sont plus des restes du passé, mais des composantes recyclées du nouvel ordre capitaliste, de même cheiks, mollahs et autres représentants de superstitions religieuses et sexuelles ont été intégrés dans le capitalisme arabe moderne dont ils sont, à côté des bourgeois laïques qui ont étudié à l'étranger ou des militaires entraînés aux Etats-Unis ou en URSS, un des bras politiques et culturels.

4. Né essentiellement sur la base de la rente pétrolière, le capital arabe est devenu, fût-ce à l'ombre des Etats-Unis, une composante essentielle du capital mondial. Il a donné lieu "chez lui" à un développement imposant avec la formation d'une vaste classe prolétarienne, tandis qu'il est présent dans les métropoles sous forme de capi-

tal financier (par exemple chez Fiat ou Krupp), qui envahit aussi d'autres pays du Tiers Monde et qui place le financier arabe à côté du financier européen, américain ou japonais.

On pourrait soutenir de façon superficielle (comme on le disait pour le capitalisme japonais dans les années 60), que ce capital moyen-oriental (d'Arabie saoudite, des Emirats, du Koweït, mais aussi iranien et irakien) n'est qu'un appendice du capital américain, étant donné les relations, même personnelles, entre les différents capitalistes et étant donné les conditions de sa formation. Mais une fois formé, un capital développe des intérêts qui lui sont propres et qui ne coïncident pas nécessairement avec ceux de ses anciens protecteurs ou de ses propriétaires juridiques. Ainsi, aujourd'hui, dans une situation de crise financière mondiale, dans laquelle chaque capitaliste essaie d'échapper, comme ses concurrents, aux conséquences de la faillite d'innombrables débiteurs (mille milliards de dollars sont en jeu), il n'y a pas nécessairement concordance d'intérêts entre le banquier américain et le banquier arabe, et ce dernier commence à ressentir comme un handicap intolérable l'absence d'un appareil d'Etat "compact et puissant" qui soutiennent ses raisons à l'échelle mondiale.

Ainsi le développement d'un capitalisme made in USA a introduit dans le monde arabe moyen-oriental un nouvel élément centripète (la monarchie saoudite n'est-elle pas l'allié le plus étroit d'Arafat ?).

5. En même temps que les capitaux, d'abord anglais, puis américains, - et en tant que garants militaires de ces capitaux -, entrèrent, il y a 60 ans, au Moyen-Orient les sionistes. Avec les guerres successives de 1948, 1956, 1967 les habitants arabes de la Palestine furent chassés et les sionistes y constituèrent un véritable Etat colonial, Israël, fondé sur le privilège ethnique et religieux des occupants, l'"Etat hébreu". Les frontières de cet Etat restaient imprécises et ceci de façon cohérente avec le rôle qui lui était confié de s'étendre militairement dans la région, et ce d'autant plus que s'y manifesterait, avec le non renoncement au retour des Palestiniens, la tension pan-arabe.

Israël se place donc constitutionnellement en opposition à la tendance unitaire des Arabes, dont il est l'obstacle militaire, et il ne pourra jamais trouver place dans un hypothétique futur Moyen-Orient pacifié. Toutes proportions gardées, son rôle est analogue à celui des royaumes chrétiens établis en Palestine avec les croisades du XII^e siècle, qui survécurent pendant un siècle sur la base de la pure force militaire et du "privilège chrétien" et qui s'effondrèrent sans laisser de traces quand, une fois altérés les équilibres généraux, les oppositions entre les puissances européennes laissèrent les croisés sans défense contre l'ensemble du monde arabe.

6. Le rôle d'Israël comme "croisé" est tel qu'il atténue même les oppositions de classe à l'intérieur même d'Israël. Les prolétaires israéliens, même s'ils sont économiquement opposés à leurs bourgeois, sont objectivement tellement liés au rôle d'Israël comme Etat de conquête qu'ils sont aujourd'hui aussi anti-arabes que les bourgeois et, dans les couches inférieures, contraints qu'ils sont à une féroce guerre entre pauvres contre les Palestiniens, comme les "petits blancs" le sont avec les noirs dans le sud des Etats-Unis, même plus anti-arabes que les bourgeois. C'est pourquoi aujourd'hui l'opposition à la guerre permanente contre les Arabes recueille plus d'adhésion parmi les bourgeois que parmi les prolétaires et seule la perspective de la destruction de l'Etat colonisateur fondé sur le privilège juif permettra au prolétariat mondial de récupérer l'apport des prolétaires juifs d'Israël.

Aujourd'hui, tout appel adressé à eux - et c'est le devoir des communistes de ne pas cesser, malgré tout, cet appel pour qu'ils reconnaissent le lien de classe avec les prolétaires arabes - ne peut pas ne pas leur demander, et dans les conditions actuelles seuls très peu d'entre eux pourront y adhérer, de renoncer à la défense de l'existence de l'Etat d'Israël.

7. La perspective d'Israël est claire. Tant par la fonction de garde-manger que lui a confié l'impérialisme que sous la poussée vers l'expansion causée aussi bien par la force que par la faiblesse de sa structure capitaliste, Israël est destiné à faire la guerre de façon permanente avec les Palestiniens et en général avec les Arabes, sans jamais avoir de paix, jusqu'au moment où il succombera quand les différents impérialismes qui l'aident à rester en vie se résigneront, également à cause de la concurrence qui fait rage entre eux, à la poussée nationale centripète des bourgeoisies arabes. (L'absence de pers-

palestiniennes dans le cadre au Moyen - Orient.

pectives, pour Israël, est montrée également par la volte-face récente de la bourgeoisie chrétienne libanaise qui, libérée grâce à l'armée israélienne de la menace des masses prolétariennes palestiniennes, a tout de suite après tourné le dos aux sionistes, en leur préférant le lien avec les bourgeoisies arabes sans lesquelles elle ne pourrait pas jouer, en concurrence avec la bourgeoisie israélienne, son rôle d'intermédiaire d'affaires).

Jusqu'alors il y aura des étapes intermédiaires et des compromis, comme le mini-Etat palestinien prévu par le plan Reagan, mais aucun d'entre eux ne pourra cependant être stable.

8. Pour défendre ses propres intérêts, la bourgeoisie palestinienne, comme les autres bourgeoisies arabes, se bat à SA façon, c'est-à-dire dans le cadre de ses INTERETS DE CLASSE et en tenant compte du cadre mondial. Elle lutte pour constituer l'Etat national palestinien de demain, possible élément de pointe d'un monde arabe uni, de façon à faire reposer sur des bases si possible stables et sûres sa domination de classe sur les prolétaires et, en même temps, de façon à contracter avec les différents impérialismes des alliances qui ne se trahissent pas en rapports de pure et simple subordination.

9. La bourgeoisie palestinienne organise donc la résistance contre Israël en Cisjordanie et à Gaza, en essayant cependant d'éviter tout réveil social, pendant qu'elle organise les Palestiniens de la diaspora en un instrument militaire de pression qu'elle essaie ensuite de jouer comme un atout sur la table des négociations diplomatiques pour obtenir un prestige et donc aussi un rôle politique international majeur.

L'évacuation de Beyrouth a été, du POINT DE VUE DE LA BOURGEOISIE PALESTINIENNE, et compte tenu des rapports de force, une solution qui n'a rien de désavantageux pour elle parce que, grâce au sang et aux souffrances prolétariennes, elle a obtenu pour son bras politique, l'OLP, une reconnaissance politique impossible autrement et elle a, en même temps, jeté les bases pour une pression européenne et américaine sur Israël afin que celui-ci procède à un premier recul en concédant aux Palestiniens un territoire indépendant ou semi-indépendant mais dans le cadre arabe, à partir duquel reprendra forcément, à cause de l'impossibilité pour les Palestiniens d'y rester confinés, la lutte jusqu'au bout contre l'Etat sioniste, et cela quelles que soient les promesses et les engagements.

10. C'est une erreur de baser la critique prolétarienne et communiste de la politique de l'OLP, organe de direction bourgeoise du mouvement national palestinien, sur ce qui, DANS L'OPTIQUE D'UNE REVOLUTION DOUBLE AUJOURD'HUI IMPROPOSABLE, apparaîtrait comme une capitulation

* * * * * I I * * * * *

12. Jusqu'ici nous avons considéré le Moyen-Orient et la Palestine du point de vue de la bourgeoisie arabe et de son intérêt de classe, non pas tant tel qu'il est dans une vision photographique d'aujourd'hui mais tel qu'il est à l'intérieur de la dynamique de plus en plus tumultueuse qui caractérise les rapports inter-bourgeois.

Nous considérerons maintenant le même cadre avec l'oeil des prolétaires, ici encore non pas tels qu'ils sont en fait aujourd'hui, mais dans la dynamique de leur intérêt de classe.

Le développement du capitalisme au Moyen-Orient avec son manque de planification et son absence d'amortisseurs sociaux efficaces, avec son caractère de capitalisme "nomade" qui fait que d'énormes capitaux errants se stabilisent tantôt ici, tantôt là à la recherche du maximum de profit immédiat - a créé un vaste prolétariat "nomade", errant et sans patrie, non pas en ce sens qu'il aurait consciemment refusé la sienne mais en ce sens qu'il ne l'a pas encore eue et donc qu'il n'a même pas eu le cadre nécessaire par où commencer pour acquérir une conscience politique. Etant donné aussi l'unité linguistique, de massives migrations de main-d'oeuvre ont pu ainsi se produire par delà les frontières des Etats artificiellement constitués par l'impérialisme. D'autre part, la présence et l'expansion sionistes a obligé les masses paysannes spoliées de leurs terres en Palestine et prolétarisées de différentes façons à prendre le chemin de l'exil en allant grossir les flux migratoires déjà en cours. Vice versa, les réfugiés palestiniens en Cisjordanie se transformaient en salariés obligés de traverser tous les jours la frontière pour aller travailler dans ce qui était "leur terre" et qui maintenant est Israël, un Etat reposant sur le privilège social et religieux et donc sur la discrimination également entre prolétaires.

A cause d'un ensemble de facteurs objectifs, ce qui s'est produit c'est que ce vaste mélange de migrants n'a pas conduit au dépassement du facteur national, mais dans les grandes masses à son accentuation et à sa radicalisation.

La situation d'"étrangers" de la majorité des prolétaires - auxquels il faut ajouter un nombre considérable de non Arabes comme des Pakistanaï, des Coréens, des Indiens - a en effet aggravé les conditions de leur exploitation qui repose sur le faible coût de la main d'oeuvre et sur l'absence d'assistance sociale et de droits politiques et souvent même civils, non pas de façon uniforme mais de façon différentes selon les nationalités. L'unité tendancielle de tous les prolétaires se trouve morcelée en une myriade de groupes nationaux, où l'exploitation de chacun d'eux prend des caractères différents et pour lesquels le dépassement des limites nationales ne peut se faire sur la base d'appels purs et simples à la solidarité de classe.

Pour des millions de Palestiniens, mais aussi de Kurdes, de Berbères, d'Egyptiens, (hors d'Egypte), le facteur national n'apparaît pas comme le résidu d'une révolution bourgeoise à compléter, mais comme en élément essentiel, le plus apparent au niveau de l'expérience immédiate, de leur condition matérielle actuelle sous la domination de la bourgeoisie.

13. Il y a une profonde différence par rapport au facteur national dans les métropoles ou même dans les pays (Amérique latine, Extrême-Orient, Inde) où se sont constitués des Etats nationaux stables. Là, le prolétariat a déjà un cadre politique pour ses propres luttes. Même s'il est soumis au réformisme, il peut déjà reconnaître, même s'il n'en tire pas les conséquences sur le plan politique ou même seulement classiste, son antagonisme de classe avec la bourgeoisie. Si aujourd'hui il est esclave du collaborationnisme, il l'est par résignation devant un rapport de force qui lui est défavorable, par manque de confiance en sa propre capacité de lutte indépendante, par manque de points de référence alternatifs, organisés, crédibles. A part quelques cas

face à Israël et aux Etats-Unis.

En réalité l'OLP essaie d'atteindre l'objectif de l'Etat national palestinien DE LA SEULE FACON aujourd'hui possible pour elle, comme le fait, une fois passé l'âge héroïque de l'expansion capitaliste, chaque bourgeoisie, c'est-à-dire dans le jeu changeant des alliances et des affrontements internes à sa propre classe sur l'échelle mondiale, en étroite coopération avec tel ou tel impérialisme, et en opposition irréductible aux intérêts du prolétariat dont elle doit empêcher à tout prix le développement en tant que force.

Il n'y a plus ici de différence entre une bourgeoisie RADICALE et une bourgeoisie MODEREE, comme il pouvait y en avoir à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises; il n'y a qu'une seule et même bourgeoisie nationale qui essaie d'atteindre un objectif national non seulement dans le cadre général de l'intérêt de classe bourgeois, mais dans les conditions de fait et dans les rapports qui se sont objectivement créés dans une situation donnée.

11. Ainsi l'obtention d'un mini-Etat palestinien est un objectif possible pour l'OLP, parce que cela est aussi dans l'intérêt de l'Europe et des Etats-Unis dans la mesure où il concentrerait en un seul point, à portée de canon du gendarme israélien, des masses qui, en se dispersant au Moyen-Orient en aggraveraient, comme elles le font déjà, les tensions. Mais cette solution canalise aussi toutes ces tensions contre Israël et c'est pourquoi celui-ci s'y oppose énergiquement.

Le mini-Etat palestinien ne serait donc pas un "Bantoustan" à la manière sud-africaine. Tandis que dans ce dernier cas c'est la puissance colonisatrice qui concède aux opprimés un morceau de terre sur lequel "s'autodétermine", en Palestine l'Etat colonisateur s'oppose de toutes ses forces à une solution de ce genre, parce qu'il comprend bien que ce ne serait là qu'une étape intermédiaire vers sa propre destruction. Depuis le mini-Etat, avec la solidarité, prudente tant qu'on veut mais inéluctable - étant donné la trajectoire, dont nous avons parlé plus haut, des intérêts matériels - du reste du monde arabe, les Palestiniens continueraient la lutte contre Israël.

D'ailleurs la divergence croissante entre les impérialismes européens et les Etats-Unis avec comme conséquence nécessaire pour chacun d'eux de s'assurer l'appui d'une bourgeoisie arabe, caractérisée par ses PROPRES intérêts capitalistes, ne peut qu'affaiblir le front de soutien à Israël, au point de faire de l'existence même de l'Etat sioniste une monnaie d'échange dans les marchandages inter-bourgeois. Cette perspective n'est-elle pas déjà le cauchemar des Israéliens qui amenés à un isolement croissant lancent aux Européens, les plus enclins à vendre Israël, l'accusation de les sacrifier pour un baril de pétrole?

particuliers, comme l'Irlande, le facteur national dans les métropoles n'est pas un terrain de lutte pour les prolétaires.

Au Moyen-Orient, au contraire, l'absence de patrie apparaît aux prolétaires comme la cause essentielle de leurs malheurs et le mouvement vers la "nation arabe" peut leur fournir une occasion d'unification contre la division en nationalités différentes. A condition qu'ils puissent le faire A LA PROLETAIRE. Le facteur national est si intimement lié à l'ensemble de leurs conditions matérielles d'existence que toute la force acquise sur le premier front ne tardera pas à être employée aussi sur les autres, en élargissant l'affrontement du pur et simple horizon national au terrain de classe plus général.

14. Voyons les faits du mouvement palestinien. Après "septembre noir" en 1970 en Jordanie, des milliers de militants palestiniens de l'OLP ont quitté Amman pour le Liban, où vivaient déjà un demi-million de réfugiés palestiniens. L'expérience jordanienne leur avait donné - même si c'est dans le cadre bourgeois de l'OLP, une politisation (au sens d'aptitude à traiter les problèmes immédiats et particuliers dans un cadre global et collectif) et une grande volonté de se battre. La bourgeoisie avait DU faire tout cela parce qu'elle DEVAIT les organiser pour ses PROPRES buts. Mais une fois en contact avec leurs frères prolétaires, surexploités précisément en tant que réfugiés sans patrie par les bourgeois libanais, cette politisation et cette volonté de se battre portèrent à des formes de lutte et d'organisation de la lutte sur le terrain social.

Quelques formations armées adhérant à l'OLP organisèrent, à partir des camps de réfugiés, la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires palestiniens. Dans de nombreux cas, les bourgeois libanais furent obligés PAR LA PRESENCE MILITAIRE DES COMBATTANTS PALESTINIENS, d'augmenter les salaires, de ne pas procéder à des licenciements, d'améliorer les conditions de travail. Des maisons et des villas furent réquisitionnées pour les sans abri ou dans un but social (écoles, hôpitaux), la persécution des agitateurs, par la police ou par les milices privées, FUT EMPECHEE. Les zones sous le contrôle des combattants palestiniens devinrent ainsi de plus en plus des bases d'organisation de la lutte sociale. Tout ceci se produisit spontanément, ce qui prouve le caractère particulier pris par le facteur national dans cette situation particulière.

Attirés à la lutte par le facteur national, qui pour eux n'est pas comme dans nos pays un PUR facteur idéologique d'asservissement à l'intérêt bourgeois, mais AUSSI un élément matériel constitutif de leur propre exploitation, les prolétaires n'ont pas tardé à employer sur le terrain de la lutte de classe la force acquise sur le terrain de la lutte nationale; et ceci, sans la poussée organisationnelle des communistes. Mais il est évident que ce qui ferait faire un énorme bond en avant à la lutte, c'est la présence active et organisée de communistes non effrayés par leur propre ombre, comme cela arrive parfois ici en Europe, et prêts à prendre appui sur les conditions et les expériences OBJECTIVES des masses prolétariennes et semi-prolétariennes qui se déplacent du Moyen-Orient, afin de renforcer la lutte NATIONALE en la remplissant des contenus que la bourgeoisie se garde bien aujourd'hui de lui donner - bien QU'A L'ORIGINE ces objectifs aient été les siens - comme la revendication de la liberté de réunion, d'association, de syndicalisation, de parole, de presse, de grève, de l'égalité des droits entre les sexes, de la suppression des privilèges raciaux et religieux, etc..., qui intéressent plus particulièrement les ouvriers, et comme la revendication de la terre à ceux qui la travaillent qui intéresse directement la masse énorme de cultivateurs pauvres et très pauvres poussés objectivement à se ranger derrière eux dans une lutte destinée EN PERSPECTIVE, même si ce n'est pas pour tout de suite, à se transformer en lutte pour la révolution prolétarienne.

La lutte nationale des masses Palestiniennes

(suite de la page 5)

15. Les prolétaires libanais furent immédiatement impliqués dans l'affrontement, parce que cette capacité de lutte sur le terrain social allait aussi à leur bénéfice. D'autre part, Beyrouth, à cause de sa position cosmopolite était particulièrement ouverte à tous les courants de radicalisation politique, sur le plan aussi bien bourgeois que prolétarien et même dans l'entrecroisement actuel des deux points de vue. C'est pourquoi les combattants palestiniens ont pu rencontrer des éléments d'avant-garde d'autres nationalités, ce qui prouve encore une fois que le mouvement palestinien n'est pas une entité isolée mais l'expression d'un mouvement plus général concernant tous les pays arabes.

La guerre civile libanaise de 1975-76 s'est produite précisément dans ce contexte. Et c'est le début de polarisation de l'affrontement en termes de classe qui a effrayé les bourgeoisies dans les bras d'Israël, qui a amené la Syrie à intervenir pour contrôler militairement la bourgeoisie OLP, - "sanctuaire" objectif de tensions prolétariennes - qui a poussé cette même OLP à accepter une protection extérieure pour mieux contrôler "ses" prolétaires, qu'elle utilisait d'autre part, comme menace à l'égard des autres bourgeoisies pour les convaincre de leur intérêt à éteindre cette lutte, meche allumée dans une poudrière en concédant à la bourgeoisie palestinienne son Etat national.

16. L'évolution ultérieure s'est faite exactement dans ce sens. Le Moyen-Orient a connu des explosions sociales de plus en plus vastes, comme en Egypte et en Iran, tandis que d'autres pays (Syrie, Arabie saoudite) voyaient grandir à l'intérieur la pression contre des régimes qui, outre le fait qu'ils sont féroceement antiprolétariens, n'arrivent même pas à satisfaire les perspectives à long terme des courants bourgeois les plus audacieux et les plus dévoués aux intérêts du capitalisme arabe.

Les Palestiniens sont, de par leur situation objective l'élément autour duquel peut se cristalliser une vaste explosion - avec des composantes tant prolétariennes que nationalistes bourgeoises encore intimement mêlées.

17. On voit donc les grandes puissances préoccupées d'éteindre la meche. L'URSS se tient de plus en plus à l'écart, à cause de la crise politique et sociale interne qui lui ôte de sa liberté de mouvement. Américain et Européens apparaissent au contraire initialement ensemble et essaient d'éliminer la diaspora palestinienne en la concentrant dans le mini-ghetto de la Cisjordanie. Mais, étant donné l'ampleur des forces qui mûrissent dans le sous-sol arabe, cette solution ne ferait que canaliser vers Israël toute la puissance de l'explosion. D'où l'opposition de Tel-Aviv qui voudrait au contraire supprimer toutes les concentrations palestiniennes au Moyen-Orient, pour se libérer de leur pression. Mais c'est précisément ce que les payeurs officiels d'Israël, les Etats-Unis, ne veulent pas.

Le caractère dramatique que prend pour la bourgeoisie mondiale la question palestinienne dépend de la possibilité qu'une explosion sociale se produise à la suite d'une guerre nationale ouverte et des armes qu'inévitablement auraient dans les mains des prolétaires non suffisamment contrôlés par un Etat fort et solide - ce que ne sont ni les Etats arabes, ni l'OLP. Voilà pourquoi les USA, l'Europe, la bourgeoisie libanaise et les Etats arabes approuvent tacitement l'attaque israélienne contre le Liban dans la mesure où elle est essentiellement antiprolétarienne, même si dans un second temps ils se sont tous alignés contre Israël pour l'obliger à avaler la couleuvre à accepter le mini-Etat et à s'offrir comme seul et unique agneau de sacrifice à la colère présente et future des masses arabes palestiniennes.

Il existe cependant une divergence potentielle d'intérêts entre l'Europe et les USA, les premiers ayant moins d'obligations envers Israël et étant moins liés par la possession de "biens au soleil" au Moyen-Orient, et étant donc plus enclins à faire des concessions au monde arabe. Cette différence pourra prendre une grande importance dans le cadre de l'affrontement croissant d'intérêts au niveau mondial entre les différents groupes de brigands impérialistes.

18. Les prolétaires arabes qui ont jusqu'ici pesé avec leur sang et leurs initiatives spontanées, mais qui ont été l'objet et le sujet de stratégies politiques ne pourront tourner à leur avantage la crise que s'ils réussissent à se donner une ORGANISATION INDEPENDANTE DE LUTTE, avec une ligne à elle, centrée sur l'intérêt de classe prolétarien opposé à l'intérêt de classe bourgeois.

Il est aujourd'hui secondaire, même si ce n'est pas insignifiant, de savoir si les forces et les tendances centripètes dans le monde arabe moyen-oriental réussiront à vaincre les obstacles et les forces centrifuges, en remportant la victoire dans la lutte contre Israël et les impérialismes agissant dans toute la région (à supposer que les Etats arabes ne finiront pas par préférer le compromis avec leurs ennemis). L'essentiel, pour les communistes et les prolétaires, est que cette lutte - qu'il faut mener dès aujourd'hui - soit, INDEPENDAMMENT DE SON ISSUE, l'occasion de donner naissance à la formation d'une grande armée prolétarienne qui, née sur le terrain de la lutte nationale, sache employer SA FORCE SUR TOUS LES FRONTS DE L'AFFRONTEMENT SOCIAL, des fronts étroitement liés au premier.

Plus tôt se formera cette armée, (une armée qui, au début, comme cela a été forcément le cas jusqu'à présent dans la mesure où la bourgeoisie palestinienne et arabe lutte contre Israël et contre l'impérialisme, sera aux côtés de celle-ci selon la formule classique "frapper ensemble, marcher séparément") et plus la bourgeoisie arabe s'effraiera, modérera ses appétits internationaux pour mieux assurer sa cuisine interne et plus elle tournera, comme elle l'a déjà fait à Tell-el-Zaatar, ses armes contre l'ennemi de classe intérieur.

19. Le Moyen-Orient pourra-t-il revoir l'histoire de la Commune de Paris, quand une armée prolétarienne, armée par le bourgeois français contre le bourgeois allemand, établit le premier pouvoir prolétarien de l'histoire, précisément dans un élan de révolte contre les "capitalistes"? Certes la co-belligérance d'une armée à direction bourgeoise (l'OLP) et d'une armée à direction prolétarienne (qui pourrait naître aussi grâce au travail organisationnel des communistes parmi les combattants déçus, parmi les prolétaires radicalisés) accentuerait ainsi l'affrontement social (comme on l'a vu sur une petite échelle au Liban en 1976) au point de bouleverser tout calcul fait à l'intérieur du point de vue bourgeois.

C'est pour cette perspective que nous, communistes, devons travailler. La condition est que nous sachions faire nôtre sans réserves, sans froncements de sourcils pharisiens et sans sophismes pseudo-théoriques, de même que sans capitulations devant le point de vue bourgeois, la lutte nationale des prolétaires et des masses plébiennes palestiniennes et arabes.

SUISSE: les leçons de 1932.

La crise capitaliste mondiale qui éclata en 1929 se répercuta avec force dans le bastion doré du capital qu'est la Suisse. A l'augmentation du chômage et à l'accroissement de la misère, les prolétaires réagirent par la lutte: les journées de grève passèrent de 99 211 en 1929 à 157 898 en 1932, année culminante des luttes immédiates.

La bourgeoisie - dont une des composantes est le Parti Socialiste Suisse - ne pouvait que réagir face à cette montée de l'agitation ouvrière. Et c'est avec la mitraille qu'elle s'y opposa.

Cette année-là, les prolétaires suisses versèrent leur sang sur les pavés de Genève et de Zurich. Aujourd'hui, les pleurnichards et les reniflardes de la gauche vont commémorer cette année sanglante au nom de la démocratie, mais ils ne rappelleront que les événements de Genève et passeront sous silence ceux de Zurich! En effet si à Genève ce fut la droite qui envoya l'armée contre les manifestants, à Zurich ce furent les socialistes qui réprimèrent l'agitation en envoyant la police!

Dans la Zurich "rouge" de 1932 (le PS était majoritaire dans la ville), la gendarmerie a tiré le 23 janvier contre une manifestation antimilitariste réclamant la libération de deux prisonniers. Bilan: 4 blessés dont deux graves. La présence des socialistes Pfister et Sigg à l'exécutif cantonal - commandant la gendarmerie - ne gêna nullement le PS à Zurich qui interdixit d'ailleurs toute manifestation de protestation. Dans cette même Zurich, éclata au mois de mai la grève des 450 monteurs de chauffage contre la décision des patrons et de la FOMH* de baisser de 12 cts les salaires horaires. Le PS interdixit tout rassemblement et toute manifestation. Le 15 juin, le socialiste Wiesendanger envoya la police matraquer les manifestants ouvriers. A la riposte des ouvriers, les flics ouvrirent le feu! Bilan: 2 morts et 30 blessés. Le lendemain, la manifestation de protestation est interdite, la répression s'abat sur

les militants les plus engagés et sur le Parti Communiste Suisse. Le 17, la police disperse les ouvriers venus assister à l'enterrement d'un des leurs. Mais, le rétablissement de l'ordre par la terreur ne s'arrêta pas à Zurich. Prenant le relais de la gauche, la droite de Genève donna l'apothéose sanglante de cette tragique année

Le 9 novembre, à l'appel de la gauche parlementaire, les prolétaires et militants antifascistes se regroupèrent. Pour le meeting, l'Etat fait appel à l'armée qui tira dans la foule. Bilan: 13 morts et 65 blessés. La "riposte" de la gauche socialiste (L. Nicole) - silencieuse lors des événements de Zurich - sera d'appeler à une grève de deuil le samedi, en insistant surtout sur la nécessité de "rester chez soi" et d'éviter tout rassemblement et de canaliser les énergies ouvrières vers les élections de 1933!

Aujourd'hui les démocrates de toutes tendances pleurent les victimes de Genève mais ils cachent l'image sanglante de cette démocratie qu'ils opposent au fascisme et qui se reflète sur les pavés de Zurich.

Les victimes de Zurich et de Genève, confirment que face à la classe ouvrière toutes les forces politiques bourgeoises se retrouvent en définitive sur le même terrain: celui de la répression et de la violence.

A l'heure où la classe ouvrière et les masses laborieuses de Pologne, de Turquie, de la Palestine, d'Amérique latine, et d'autres aires, subissent la répression la plus terrible, il est de notre devoir, à la lumière de ces événements, de rappeler que même dans les pays de vieux capitalisme, la démocratie ne pardonne pas les incartades de la classe ouvrière!

*FOMH: Fédération ouvrière de la métallurgie et de l'horlogerie, affiliée à l'Union Syndicale Suisse.

Les gagnants du 10 mai amnistient les tortionnaires.

A la fin du mois d'octobre 82 le gouvernement français a présenté un projet d'amnistie totale de tous ceux qui, il y a une vingtaine d'années ont activement lutté pour le maintien de l'Algérie en tant que colonie sous l'autorité de l'impérialisme français. Ce projet (la loi Courrière) prévoyait, dans son article 6 notamment, la réintégration (avec reconstitution des carrières, c'est-à-dire réajustement des soldes et des retraites) des généraux de l'OAS. Cette loi Courrière a été adoptée avec cependant un amendement qui exclut les généraux putchistes de son champ d'action, ce qui n'empêchera pas

le gouvernement de gauche d'annuler cet amendement lors d'une seconde lecture au Sénat ou par une autre procédure législative lui permettant d'engager sa responsabilité et d'obtenir la docilité des députés socialistes. Au-delà de ses péripéties de basse cuisine législatives et institutionnelles, cet événement appelle quelques remarques.

Il montre tout d'abord, que pour cet administrateur de l'Etat impérialiste français qu'est le gouvernement de gauche, la réintégration des généraux activistes de l'Algérie française est une promesse électorale qui a valeur de PRINCIPE. Alors que l'Etat célèbre en grande pompe la disparition d'un de ses fidèles commis, Pierre Mendès France qui sut s'engager dans la voie d'une décolonisation en Indochine et en Tunisie pour maintenir en DEFINITIVE sous d'autres formes la continuité de la présence de l'impérialisme français à travers une indépendance octroyée, la loi Courrière révèle que, 20 ans plus tard, PMF comme les généraux activistes de l'Algérie française représentent 2 SOLUTIONS COMPLEMENTAIRES au fond, bien que différenciées dans la forme, au service de la même cause ignoble: LA POLITIQUE DE RAPINE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS.

Mais au-delà de cette reconnaissance publique a posteriori, la loi Courrière révèle les 2 objectifs particuliers que vise le gouvernement.

D'une part dans le cadre de calculs politiques à l'approche des élections municipales de 83 le pouvoir bourgeois s'efforce d'élargir sur sa droite sa majorité ou à tout le moins de neutraliser l'"opposition" qui représente la fraction politique du centre et de droite du capitalisme français. Alors même que toutes les promesses électorales faites aux travailleurs sont ignorées ou repoussées aux calendes grecques (ce qui montre bien que leur FONCTION était essentiellement de neutraliser le mécontentement des masses travailleuses et prolétariennes), les seules promesses réalisées sont celles

Une nouvelle brochure du parti sur la lutte des masses palestinienne.
Commande à :
"le prolétaire"
20, rue Jean Bouton
75012 PARIS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Supplément au prolétaire n° 366
SPECIAL PROCHE-ORIENT PARTICIPATION AUX FRAIS: OFF.

PALESTINE VAINCRA!



PAR LA LUTTE ARMÉE. POUR LA DESTRUCTION DE L'ETAT D'ISRAEL. DE TOUTS LES ETATS DE LA REGION ET DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE! POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION PALESTINIENNE SUR LE CHEMIN DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE INTERNATIONALE AU PROCHE-ORIENT!

CONTRE LA CAMPAGNE D'INTOXICATION ET DE REPRESSION POLICIERE!

Solidarité avec les militants d'A.D.!

Alors même que le mouvement Action Directe (qui apparaissait davantage comme une mouvance regroupant plusieurs composantes que comme une organisation rigide) a éclaté en plusieurs tendances durant l'été 82, l'Etat s'engage dans une gigantesque campagne d'intoxication systématique accompagnée d'une répression policière accrue, de plus en plus violente. Cela se traduit par l'arrestation de plusieurs militants révolutionnaires comme F. Oriach et la tentative d'arrestation d'Eric Moreau qui a pu s'échapper in extremis alors que, semblait-il, plusieurs services de police ont tiré lors d'un traquenard qui lui avait été tendu en pleine nuit alors que Moreau était sans arme. Par ailleurs le pouvoir a également arrêté le 17 septembre d'autres militants, qui nient appartenir à Action Directe, comme Michel Camilleri, Charles Gros-magin et Olivier Chabaud, accusés de détention d'armes.

Bien que ces différents militants inculpés et emprisonnés semblent agir isolément les uns des autres, l'Etat s'engage dans une campagne qui a pour but de faire L'AMALGAME entre leurs actions, pour chercher à les opposer tout en les présentant comme des "agents du terrorisme international"

Par là, la violente action de répression de l'Etat s'efforce d'opposer et de diviser ceux-là même qu'il frappe, tout en leur faisant porter la responsabilité d'attentats qui n'ont jamais été sérieusement revendiqués (et même démentis par certains groupes issus d'Action Directe) et qui semblent davantage résulter de l'action de services secrets que d'actions violentes anti-impérialistes et anti-capitalistes. Heureusement cette tentative de division entre les différents militants inculpés, qui refusent de s'accuser mutuellement et agissent avec courage et détermination sans renier les uns et les autres leurs orientations, a échoué.

Mais en même temps cette campagne d'amalgame et d'intoxication a surtout pour fonction de couvrir à L'AVANCE l'arrestation violente et les fusillades contre les militants révolutionnaires pourchassés. C'est pourquoi, contre les provocations et la répression policières nous devons riposter en organisant un large mouvement de solidarité active destiné à défendre tous les militants frappés et poursuivis par la violence de l'Etat français pour avoir lutté concrètement contre sa politique d'exploitation capitaliste, d'agression et de rapine impérialistes. Cela, quelques soient les accusations portées contre eux. Notre solidarité doit être plus grande et résolue encore quand ces militants sont pris alors qu'ils luttent contre la politique de violence et de terreur de l'Etat bourgeois par des moyens de luttés eux-mêmes violents. Car, face au pouvoir de la bourgeoisie, ces militants ANNONCENT la nécessité d'utiliser la violence révolutionnaire qu'inévitablement le mouvement prolétarien devra emprunter pour son émancipation finale. En effet, indépendamment des critiques que nous avons à leur faire, DANS LE CADRE de notre intervention pratique dans les luttés et du POINT DE VUE des intérêts immédiats et historiques des luttés engagées, et des désaccords que nous pouvons avoir avec leurs orientations politiques, ces militants font partie, A LEUR MANIERE, des détachements combattifs de la reprise, qui sera forcément tumultueuse et complexe, de la lutte prolétarienne révolutionnaire.

C'est pourquoi nous appelons tous nos lecteurs, contacts et sympathisants à soutenir nos initiatives et à œuvrer partout où ils interviennent pour que se constitue un puissant mouvement de défense et de solidarité avec tous les militants pourchassés et frappés par l'infâme répression policière. Cela signifie développer une campagne de dénonciation et de propagande systématiques et prendre des initiatives pour la constitution d'un mouvement de solidarité active contre l'intoxication et la répression policière. ●

qui sont destinées à regrouper derrière le pouvoir les couches possédantes et leurs représentants, aussi bornés et limités soient-ils dans leur lucidité. Car le réformisme qui a succédé au pouvoir en mai 81 sait bien, en bon serviteur des intérêts capitalistes de l'Etat français, que pour développer son offensive sociale contre le prolétariat et la population laborieuse il aura besoin de L'APPUI de toutes les couches possédantes ou à tout le moins leur neutralité bienveillante.

D'autre part, le pouvoir gouvernemental, en prônant la "réconciliation nationale" pour reprendre l'expression même de Mitterrand, s'efforce de montrer que la République, c'est-à-dire l'Etat impérialiste français, au-delà des divergences même violentes du passé concernant le meilleur moyen de servir ses intérêts, a besoin de toutes les énergies et notamment de celles qui se reconnaissent dans l'action passée de l'OAS. C'est dans ce vivier que l'Etat, le moment venu, c'est-à-dire quand les illusions et les mensonges ne pourront plus berner la classe ouvrière, devra puiser les saboteurs et les aspirants Gallifet (du nom du général qui écrasa la Commune de Paris) des futures explosions de révolte et de lutte prolétarienne qui chaque jour se rapproche. D'ailleurs les socialistes et les "communistes" qui ont directement mené dans le passé les pires exactions (Sétif, Constantine en 45, massacres de Madagascar en 47, guerre d'Indochine, d'Algérie, etc...) ne sont-ils pas les mieux placés pour ressouder les rangs face au spectre de la révolte prolétarienne et de la guerre de classe qui se rapproche ?

C'est pourquoi nous avons le devoir de démasquer entièrement la nature des préparatifs de l'Etat et de montrer que les promesses tenues par le gouvernement de gauche ne sont que le marche-pied de l'asservissement des masses. Il nous appartient DES MAINTENANT de lutter pour que, face au blinde accru de l'Etat, la classe ouvrière oppose la FORCE de sa mobilisation, de son organisation et de sa lutte la plus résolue. ●

Arrachons Barbierato et Scalzone des griffes de la bourgeoisie!

Une menace d'extradition pèse sur 2 militants italiens réfugiés en France: Maria Grazia Barbierato et Oreste Scalzone. Maria Grazia Barbierato, militante ouvrière, a été arrêtée par le gouvernement de gauche le 4 juin 82 et depuis est maintenue en prison malgré un état de santé précaire. Elle est accusée, sur dénonciation de prisonniers "repentis", qui étaient donc anonymes et n'existent peut-être pas, d'actes "terroristes". Oreste Scalzone, présenté comme un des fondateurs du groupe Potere Operaio, et lui aussi réfugié en France, a été arrêté le 30 août 82 et puis relâché. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a donné le 20 octobre un "avis favorable partiel" aux demandes d'extradition vers l'Italie, le gouvernement français ayant un mois pour se prononcer.

L'extradition signifierait pour ces 2 camarades l'enfer des geôles italiennes connues pour la féroce répression et les conditions d'internement particulièrement BESTIALES qui frappent aussi bien les militants ouvriers combattifs et les combattants révolutionnaires, que ceux qui sont suspectés de leur apporter aide et soutien. En France (comme ailleurs) cette menace concerne la classe ouvrière comme tous les militants sincèrement révolutionnaires et exige une large mobilisation.

Cela a double titre. Il s'agit, d'une part, de manifester une SOLIDARITE INTERNATIONALE ELEMENTAIRE pour arracher aux griffes conjointes de la répression bourgeoise française et italienne des camarades qui se dressent ou se sont dressés contre l'ordre capitaliste, par une mobilisation et une action résolue, cela quelles que puissent être nos divergences politiques avec ces camarades et SURTOUT QUELS QUE SOIENT LES GRIEFS dont la Sainte Alliance des flics et des juges au service des classes possédantes et des Etats impérialistes les accuse. A cet égard, lutter pour LEUR LIBERATION IMMEDIATE et la levée totale des menaces qui pèsent sur eux, c'est DEJA s'opposer concrètement à la SOLIDARITE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE que les Etats bourgeois ont depuis longtemps mis en place et qu'ils s'efforcent de renforcer chaque jour pour réprimer toutes les expressions de la lutte des classes.

Il s'agit, d'autre part, de démasquer les manœuvres répressives du gouvernement de gauche en France et de s'y opposer par la mobilisation la plus large et la plus décidée. Le gouvernement français, en frappant ces deux militants réfugiés en France et donc coupés de la lutte depuis un certain temps, cherche en effet à développer sa politique répressive non seulement pour pouvoir briser l'action des noyaux combattifs qui se dressent face à lui, mais aussi pour renforcer PREVENTIVEMENT tout son arsenal politique et juridique face à des explosions sociales de plus grande envergure qui à l'avenir se dresseront inévitablement contre lui. Ce faisant, le gouvernement de gauche, en bon réformiste, c'est-à-dire en domestique zélé de l'ordre bourgeois et impérialiste français, reprend entièrement à son compte L'HERITAGE du pouvoir Giscard-Barre en s'efforçant d'apporter ses PROPRES SOLUTIONS.

Ainsi dans un premier temps, le gouvernement en accordant d'une MANIERE SELECTIVE l'amnistie politique (ce qui est déjà significatif de ses intentions réelles) s'est efforcé, en profitant de "l'état de grâce" et des promesses libérales qu'il agitait, de désamorcer les mouvements de luttés et les actions plus combattives et isolées de groupes comme Action Directe en entretenant des illusions sur sa gestion social-démocrate de l'appareil d'Etat. Il proclamait de la sorte sa

volonté de préserver la vocation de la France comme terre d'asile. Ce qui lui permettait et lui permet en réalité d'avoir des atouts pour faire pression sur certains Etats en accueillant leurs opposants dans le cadre de sa politique impérialiste. Mais avec le RECENTRAGE de sa politique, c'est-à-dire avec une offensive en règle sur le plan social et policier contre le mouvement ouvrier et ses noyaux combattifs le masque du pouvoir de gauche est tombé. Comme nous l'avons déjà dit dans notre journal les pétales disparaissent, laissant apparaître le poing d'une répression féroce et systématique.

Dans le même temps le gouvernement de gauche s'efforce d'harmoniser sur le plan juridique et policier son arsenal et sa politique répressive avec celle des Etats voisins. Ce qui ne va pas sans poser certaines rivalités et certains problèmes de détail. Car dans ce domaine chaque Etat cherche d'abord à imposer SA propre solution à ses complices contre-révolutionnaires. Cela ne doit pas cependant cacher la réalité de l'internationale des flics et des juges qui depuis longtemps s'est mise en place et fonctionne, ni entretenir des illusions sur la possibilité de pouvoir FREINER la volonté répressive du gouvernement sans recourir à une lutte active et déterminée face à la campagne d'intox et de répression contre les différentes tendances issues d'Action Directe, face aux menaces qui pèsent sur Scalzone et Barbierato.

Quoiqu'il en soit, il importe plus que jamais que les communistes révolutionnaires internationaux prennent L'INITIATIVE de développer une action résolue sur le terrain de la solidarité internationale contre la répression bourgeoise aux côtés des victimes de cette répression et des militants révolutionnaires, quels que soient les griefs dont le capitalisme les accuse, car dans la société bourgeoise les militants combattifs, les masses ouvrières et exploitées seront toujours par avance coupables de chercher à se dresser et à combattre l'ordre capitaliste. Pour cela nous appelons tous les militants combattifs et les révolutionnaires sincères à travailler dans les entreprises, dans les foyers de travailleurs, dans les quartiers, les comités et les regroupements de lutte, à mener une activité de dénonciation sans faille de la répression bourgeoise ET DE SOLIDARITE ACTIVE qui doit aboutir à la constitution sur des bases clairement anti-capitalistes d'un mouvement de SECOURS ROUGE PROLETARIEN INTERNATIONALISTE capable de regrouper et d'unifier dans l'action les plus larges masses. ●

Proletarios de todos los países, uníos!

espartaco

PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

110 CDS DEPARTAMENTAL I NUMEROS DEPARTIDU: La revista espartaco es editada en Leningrado, a la orden de la Comintern y el Comité Central del P.C.I. (M.L.) en el número 1111. La revista espartaco es editada en Leningrado, a la orden de la Comintern y el Comité Central del P.C.I. (M.L.) en el número 1111. La revista espartaco es editada en Leningrado, a la orden de la Comintern y el Comité Central del P.C.I. (M.L.) en el número 1111.

1982 - Año 21 - No. 10 - 10 p.

SUMARIO

EL PROLETARIADO Y LA GUERRA
LA OPERATIVA BURGUESA ACABA AL MOVIMIENTO PROLETARIO
¡¡¡ SI UN SOLO BOMBEO POR LAS MALIVIAS !!!
NOTA LA SITUACION POST-MALIVIAS.
NOVA LA MUERTE DE CARLOS PIETRO.

LA REVOLUCION EN ALGERIA ALGO DE INTERES

Después de la detención de aproximadamente 15 personas en Argel, el 10 de Marzo pasado, el gobierno algerino ha anunciado que se trata de un movimiento de liberación que se está desarrollando en el interior del país. Este movimiento se caracteriza por su carácter popular y su lucha por la independencia y la soberanía nacional. El gobierno algerino ha intentado reprimirlo, pero el movimiento sigue creciendo y se ha extendido a otras zonas del país.

Este artículo de la izquierda burguesa nos muestra los hechos y nos hace ver que el movimiento de liberación en Argel es un movimiento popular que lucha por la independencia y la soberanía nacional. El gobierno algerino ha intentado reprimirlo, pero el movimiento sigue creciendo y se ha extendido a otras zonas del país.

Enternasyonalist Proleter

Enternasyonal Komünist Partisi

Nr. 3 - Haziran 1982

Kapitalist-emperalist dönemde YA BURJUVAZIN DİKTATÖRLÜĞÜ!

YA DA PROLETARYANIN DİKTATÖRLÜĞÜ!

1982 Haziran Sayısı

1982 Haziran Sayısı

1982 Haziran Sayısı

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS DU LIBAN !

En recevant le 20 octobre 82 à Paris Amine Gemayel "parachuté", parallèlement au déploiement de la Force Multinationale d'Interposition à Beyrouth, président de l'Etat libanais, Mitterrand a exprimé la "disponibilité" de l'impérialisme français à l'égard du Liban. Cette visite s'inscrit dans le cadre des manœuvres que mène l'impérialisme français pour jouer un rôle actif dans le désarmement des masses palestiniennes et libanaises et le musèlement du mouvement révolutionnaire palestinien. L'objectif de l'impérialisme français est en effet de consolider sa présence militaire dans le but de participer activement à la restauration de l'ordre impérialiste au Proche-Orient et, parallèlement, de développer une action économique de rapine et d'exploitation. La France n'a-t-elle pas accepté, à l'occasion de la venue de Gemayel, de co-parrainer avec les USA le "groupe d'aide à la reconstruction du Liban" qui doit être créé sous l'égide de la Banque mondiale? L'Etat libanais servira ainsi de "recycleur" offrant des débouchés notamment aux milieux d'affaires impérialistes français (dans ce domaine une des grandes spécialités de la France étant la construction de réseaux téléphoniques, ce qui explique la présence de Mexandeau ministre des P et T aux côtés de Mitterrand).

La visite de Gemayel, cet apprenti bourreau, s'inscrit dans le cadre d'une politique impérialiste de la France dont il est intéressant de rappeler l'évolution récente.

Les manœuvres du gangster impérialiste français pour consolider sa présence au Proche-Orient et peser ainsi directement sur une solution contre-révolutionnaire de la question nationale palestinienne remontent au moins à 76.

Cela montre que le gouvernement de gauche ne fait qu'approfondir le sillon tracé par les gouvernements précédents. En effet dès cette époque, à la suite des combats menés par les masses palestiniennes et libanaises et de l'écrasement de la commune de Tall-El-Zaatar, la France se déclarait DISPONIBLE pour intervenir militairement. Le gouvernement français se mettait ainsi sur les rangs pour contribuer à imposer, sous couvert de "paix civile", l'ordre cannibale contre les masses combattantes. Cette "prétention" du bandit impérialiste français à intervenir comme gendarme allait d'ailleurs le conduire à des rapports de rivalité, s'exprimant par une implacable guerre des services secrets, avec le bourreau syrien, lui-même sur les rangs pour réprimer les masses combattantes.

En 78 les paras français se déploient dans le Sud-Liban sous la casquette de la FINUL pour soi-disant mettre fin aux affrontements entre les combattants de l'OLP et l'armée sioniste. En réalité l'objectif de la FINUL était de neutraliser les combattants palestiniens et libanais dans leur lutte contre le bourreau israélien. Ainsi devant l'invasion du Liban en juin 82 les troupes de la FINUL ont immédiatement et docilement cédé le passage, facilitant la chute, malgré une héroïque résistance, des positions des forces combattantes palestino-libanaises.

Dès l'annonce de cette invasion, Mitterrand justifiait A L'AVANCE cette agression (qu'il avait déjà cautionné par sa visite au début de l'année en Israël) en dénonçant la présence de toutes les troupes étrangères au Liban, ce qui dans sa bouche signifiait le désir de voir disparaître non seulement la présence syrienne mais aussi et surtout la présence des combattants palestiniens. Ainsi, durant toute la sauvage agression sioniste avec son cortège de massacres, l'impérialisme français (et toutes les forces politiques et syndicales opportunistes qui sont à sa solde) ne critiquait que les EXCES des crimes sionistes tout en proclamant haut et fort son désir de faire accepter par tous le respect du droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Cela signifiait une solidarité dans les faits avec le boucher sioniste, d'autant plus que les critiques hypocrites et intéressées restaient purement verbales.

Lorsque le sionisme, montrant les limites de sa puissance, piétina devant Beyrouth en siège malgré un formidable déploiement de force, en raison de la magnifique et vaillante résistance des masses combattantes palestino-libanaises, la France fut amenée à intervenir

ouvertement. Avec l'aide des USA, dans ce domaine son allié au-delà des rivalités interimpérialistes, l'Etat français fut obligé de participer directement à l'élaboration d'une solution sauvegardant le statu quo contre-révolutionnaire dans la région et les intérêts impérialistes. Pour cela la France, l'Italie et les USA manœuvrèrent pour venir militairement dans le cadre d'une Force Multinationale d'Interposition. L'objectif de cette FMI était de terminer le travail du bourreau sioniste en désamarrant la courageuse résistance des masses palestino-libanaises qui continuaient de lutter malgré le siège meurtrier de Beyrouth, et d'obtenir le départ des combattants de l'OLP. Car pour l'impérialisme français cela permettait d'affaiblir les capacités de défense des masses palestino-libanaises tout en sauvegardant la direction modérée de l'OLP pour l'utiliser dans le cadre d'une solution négociée, et pour éviter une radicalisation de cette organisation et de la lutte nationale palestinienne.

A peine l'OLP avait-elle quitté Beyrouth que la première FMI quittait précipitamment Beyrouth, laissant le champ libre à une reprise de la politique de terreur et de massacre de l'Etat sioniste et de ses mercenaires, dont font partie les phalanges du clan Gemayel. A la suite des massacres des camps de Sabra et de Chatila, le gangster français profita de l'ampleur des protestations (qu'il a d'ailleurs lui-même amplifiées). Une fois que la sale besogne de massacre, de nettoyage et de terreur systématique destinée à briser toute capacité de riposte des masses palestiniennes et libanaises eut été accomplie, les bandits impérialistes, paras français en tête, sont revenus militairement en force à Beyrouth en s'efforçant d'apparaître comme des sauveurs...!

Mais très vite la réalité montra tout le cynisme des manœuvres de l'impérialisme français qui participe et participe encore ACTIVEMENT (et d'une manière encore plus ouverte que les troupes US et italiennes) aux opérations de police menées par l'armée libanaise contre tous les militants combattifs restés sur place. Même des journaux pro-gouvernementaux comme le Monde et le Matin ont été obligés de reconnaître l'intervention contre-révolutionnaire des paras français.

Pour notre part, dans la mesure de nos forces, en communistes internationalistes, nous sommes décidés à dénoncer de la manière la plus active et concrète possible les manœuvres et les CRIMES de l'impérialisme français au Liban. C'est pourquoi nous allons développer un travail résolu d'agitation politique au moyen de réunions, de distributions de tracts, et de collages d'affiches. Nous invitons tous nos lecteurs, contacts et sympathisants à appuyer cette initiative en diffusant autour d'eux nos tracts et notre journal, en affichant et diffusant notre affiche centrale (passer, commande à notre adresse). Cette lutte politique doit avoir pour objectif: -d'apporter un SOUTIEN MATERIEL aux masses réfugiées et démunies du Liban particulièrement vulnérables à l'approche d'un hiver qui s'annonce très difficile;

-de briser la complicité du silence sur le sort des combattants parqués dans des conditions bestiales dans les camps du sionisme et les geôles libanaises à l'ombre des fusils des paras français;

-de dénoncer par des informations précises toute l'aide financière, militaire et matérielle que l'impérialisme français apporte à l'Etat sioniste et sans laquelle celui-ci ne pourrait agir;

-de s'opposer à l'envoi de troupes, de matériel et de capitaux à l'Etat libanais pour qu'il mène son travail de mercenaire local;

-de soutenir toutes les initiatives que notre parti prendra pour susciter et organiser UNE VERITABLE MOBILISATION contre la présence impérialiste française au Liban.

-de favoriser des initiatives capables, au nom d'une REELLE SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALISTE et à travers des comités et des regroupements, de lutter efficacement sur cette base contre la présence impérialiste française au Liban et contre l'oppression qui frappe toutes les masses exploitées au Proche-Orient. ●

----- A TOUS NOS CAMARADES -----

La rupture qui s'est produite dans notre organisation internationale nous empêche de prendre contact avec tous les camarades dont la liaison avec le parti était assurée par des éléments qui en sont sortis. Beaucoup de camarades n'auront tout d'abord connaissance de la crise du parti que par le moyen d'organes de presse tels que "le prolétaire" ou "il programma comunista", tandis qu'ils pourront en avoir reçu une explication "liquidationniste" par le biais de canaux n'appartenant plus au parti.

C'est pour cela que nous invitons tous les camarades à l'étranger, ceux qui appartiennent à l'aire hispanophone et se rattachent aux périodiques "El Comunista" et "El Proletario" et ceux qui étaient regroupés autour des périodiques "Proletario" (en langue portugaise) et "Enternasyonalist Proleter" (en langue turque), ainsi que les camarades de l'Allemagne, du Moyen-Orient et de l'immigration en Europe en général, à se mettre en contact avec le parti par le seul moyen des canaux suivants:

- Il Programma comunista, Casella postale 962, I-20101 Milano,
- Le Prolétaire, 20 rue Jean Bouton, F-75012 Paris

En même temps nous informons tous nos lecteurs, sympathisants et camarades que la parution est prévue dans les délais les plus brefs du numéro 8 de la revue grecque "Kommounistikò Prògramma", et qu'un numéro spécial du périodique espagnol "El Comunista" est en préparation. ●

----- TO ALL THE COMRADES -----

As a consequence of the split occurred within our organization in France and Germany, we are unable to get in touch with all those comrades abroad who were linked to the party through members who now left it.

News of the party's crisis have reached these comrades -or will reach them- only through the newspapers "Il programma comunista" and "Le prolétaire". It is also likely that these comrades be informed about the crisis on the basis of the version given by those whose aim in splitting was to get rid of the party and through channels that are no more party-channels.

We thus urge all the comrades abroad, the comrades of Germany, of the Spanish-speaking areas related to the periodicals "El proletario" and "El comunista", the comrades organized around the periodicals "Proletario" (portuguese-Brazilian) and "Enternasyonalist Proleter" (turkish), the comrades of the Middle East as well as all the comrades in the immigration in Europe, to get in touch with the party, solely through the following channels:

- Il programma comunista, casella postale 962, I-20101 Milano
- Le prolétaire, 20 rue Jean Bouton, F-75012 Paris

Meanwhile, we inform all the comrades that number 8 of the Greek magazine "Kommounistikò prògramma" will be issued in November and a special number of Spanish periodical "El comunista" is being prepared. ●

----- A TODOS LOS CAMARADAS -----

La ruptura ocurrida en nuestra organización en Francia y en Alemania no nos permite de tomar contacto con todos los camaradas al extranjero que tenían enlaces con el partido a través de elementos que se han ido.

Muchos camaradas reciben, y recibirán, desde ahora la noticia de la crisis en el partido solamente a través los periodicos "Il programma comunista" y "Le prolétaire". En lo mismo tiempo puede ser que hayan recibido noticias de esta crisis en la versión liquidacionista, a través de canales que ya no pertenecen al partido.

Por lo tanto solicitamos todos los camaradas al extranjero, de Alemania, de las aeras de lengua española quienes se refieren a los periodicos "El proletario" y "El comunista", los camaradas organizados alrededor de los periodicos "Proletario" (portugués-brasiliano) y "Enternasyonalist Proleter" (turco), los del area del Medio Oriente y todos los camaradas de la emigración en Europa, de tomar contacto con el partido exclusivamente mediante los canales siguientes:

- Il programma comunista, casella postale 962, I-20101 Milano
- Le prolétaire, 20 rue Jean Bouton, F-75012 Paris

Mientras tanto informamos que en el mes de noviembre salirá el número 8 de la revista griega "Kommounistikò prògramma", y que esta en preparación un número especial del periodico español "El comunista". ●

----- ZU ALLEN GENOSSEN -----

Die Spaltung unserer Organisation in Frankreich und in Deutschland erlaubt uns nicht, die Beziehungen mit allen Genossen beizubehalten, die durch Elemente mit der Partei in Verbindung standen, die inzwischen aus der Organisation ausgetreten sind.

Viele Genossen werden wahrscheinlich erst durch "Il Programma Comunista" oder durch "Le prolétaire" von der Krise in unserer Organisation erfahren. Inzwischen haben sie vielleicht Auskunft über die Lage in der Partei durch "liquidatorische" Deutungen.

Wir fordern deshalb alle Genossen in Ausland auf -die in Deutschland wie diejenigen in der Spanish-sprechenden Gegenden um "El proletario" und "El Comunista", diejenigen um "Proletario" (portugiesisch-brasilianisch) und "Enternasyonalist Proleter" (türkisch), diejenigen im Nah-Osten und alle, die in der Einwanderung in Europa leben- sich mit der Partei ausschliesslich durch folgende Adressen in Verbindung zu setzen:

- Il programma comunista, casella postale 962, I-20101 Milano
- Le prolétaire, 20 rue Jean Bouton, F-75012 Paris

Wir teilen ausserdem mit, dass die nr. 8 der griechischen Revue "Kommounistikò prògramma" in November erscheinen wird. Eine Sondernummer von der spanischen Revue "El Comunista" ist in Vorbereitung. ●

ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΟ πρόγραμμα

Αφιέρωμα στις Ανατολικές χώρες

Πού τό πάει τό ΠΑΣΟΚ

Οικονομία και σοσιαλιστική πολιτική

Ο ενασχλητισμός της αστικής οικονομίας

Θυσία και λιτότητα γιά την εργατική τάξη

Τα πρώτα κομμάτια μέτρα στήριξης και ανάπτυξης

Καταργησιμότητα της κερδοφορίας

Αστική προσαρμογή με βάση την εργατική συνείδηση

ΠΟΛΩΝΙΑ: η απότυχία του «δημοκρατικού ανομιγματος»

Ο «υπαρκτός σοσιαλισμός»: ένας καπιταλισμός 100%

ΡΩΣΙΑ: τό Σύνταγμα μιά ακόμα απόδειξη της καπιταλιστικής της φύσης

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΑΜΕΡΙΚΗ

ΟΙ ΡΙΖΕΣ ΤΗΣ ΒΙΑΣ

ΣΑΛΒΑΔΟΡ Ο ΕΜΦΥΛΙΟΣ ΠΟΛΕΜΟΣ ΚΑΙ ΟΙ ΠΡΟΕΚΤΑΣΕΙΣ

Η «αυθεντική» επανάσταση και οι πολιτικές προοπτικές στην Κεντρική Αμερική

ΤΑ ΠΑΡΑΣΤΑΣΙΑΚΑ

Η κατάσταση της πολιτικής και των μέσων ενημέρωσης στην Ελλάδα

Η κατάσταση της οικονομίας και των κοινωνικών σχέσεων στην Ελλάδα

Η κατάσταση της πολιτικής και των μέσων ενημέρωσης στην Ελλάδα

Η κατάσταση της οικονομίας και των κοινωνικών σχέσεων στην Ελλάδα

SOMMAIRE

- * Face à la crise.....p.1
- * La lutte nationale des masses palestiniennes....p.1
- * Mieux vaut moins, mais mieux.....p.1
- * Pologne.....p.1
- * Lettre aux lecteurs.....p.2
- * Contre la campagne d'into-xication et de répression policière.....p.6
- * Les vainqueurs du 10 mai annisient les tortion-naires.....p.7
- * Suisse: les leçons de 1932.....p.7
- * Impérialisme français hors du Liban.....p.8
- * A tous nos camarades.....p.8